Programme alimentaire mondial

Rapport annuel 2002

WFP
Programme Alimentaire Mondial

Table des matières

1 **Avant-propos**

2 **Préface**

4 **Regard sur 2002**

Aperçu général

6 **Le PAM en chiffres – 2002**

7 **Situations d'urgence**

Intervention rapide face à la crise alimentaire en Afrique australe

10 **La faim chronique**

Éthiopie: de la crise au redressement

Projet pilote d'enrichissement de l'*atta* au Bangladesh

11 La faim et le VIH/SIDA

12 Alimentation scolaire

13 Capacités locales de déparasitage

14 Analyse et cartographie de la vulnérabilité (ACV)

Achats

15 **Approches novatrices**

17 **Secours humanitaires et secours en cas de catastrophe**

Interventions d'urgence

18 Centre logistique commun des Nations Unies (UNJLC)

Appui aux services de télécommunications pour les activités humanitaires

19 **Voix d'Afrique australe**

20 La faim en Afrique australe: les ingrédients d'une crise

22 La mission de l'Envoyé spécial de l'ONU

Logistique

23 Donateurs et partenaires

24 VIH/SIDA

25 La crise continue

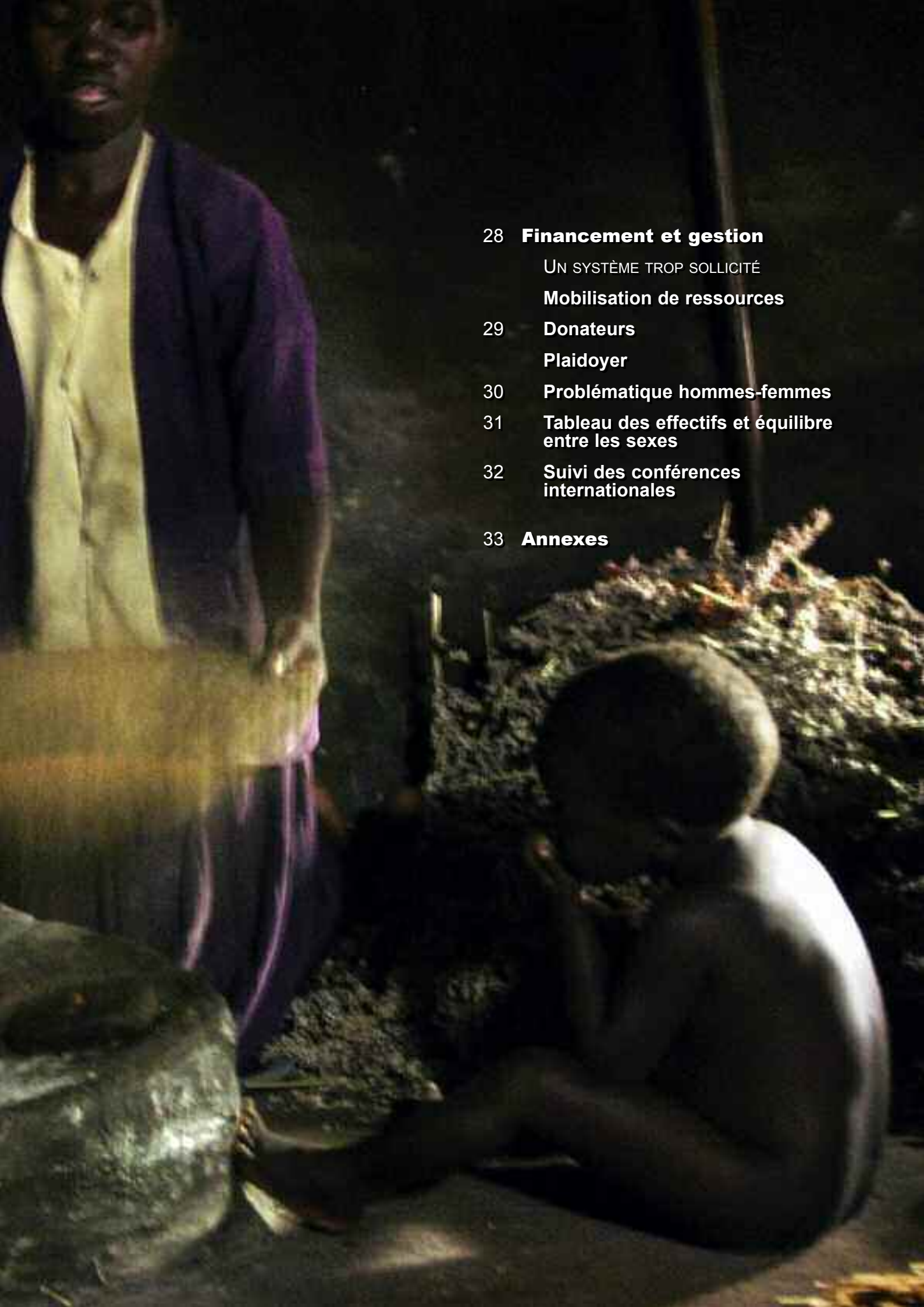
26 **Partenariats**

Organisations basées à Rome

Collaboration avec d'autres organismes du système des Nations Unies

27 Collaboration avec d'autres partenaires

Coopération avec la Banque mondiale



28 **Financement et gestion**

Un système trop sollicité

Mobilisation de ressources

29 **Donateurs**

Plaidoyer

30 **Problématique hommes-femmes**

31 **Tableau des effectifs et équilibre entre les sexes**

32 **Suivi des conférences internationales**

33 **Annexes**

Sigles utilisés

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité (PAM)
CAI	Coûts d'appui indirects
CAP	Processus d'appels communs
CDI	Consortium pour le développement interethnique
CII	Compte d'intervention immédiate (PAM)
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
ECHA	Comité exécutif des Nations Unies pour les affaires humanitaires
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FICR	Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IASC	Comité permanent interorganisations
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
NEPAD	Nouveau partenariat économique pour le développement de l'Afrique
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
PFRDV	Pays à faible revenu et à déficit vivrier
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SICIAV	Système d'information et de cartographie de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité
SSP	Schéma de stratégie de pays (PAM)
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Notes de caractère général:

Sauf indication contraire, toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des États-Unis.

Sauf indication contraire, toutes les quantités de produits alimentaires sont exprimées en tonnes.

Les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) sont tous ceux qui accusent un déficit vivrier (c'est-à-dire qui sont importateurs nets de céréales) et dont le produit national brut par habitant ne dépasse pas le niveau retenu par la Banque mondiale comme ouvrant droit à l'aide de l'Association internationale de développement (IDA) (1 445 dollars en 2000). En 2002, la FAO a classé 83 pays dans la catégorie des PFRDV.

Les pays les moins avancés (PMA) ont été définis par l'Organisation des Nations Unies comme étant "les pays à faible revenu qui souffrent de handicaps durables du point de vue de la croissance, et notamment de niveaux faibles de mise en valeur des ressources humaines et/ou de faiblesses structurelles graves". En 2002, 49 pays étaient classés dans cette catégorie par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part du PAM, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Avant-propos

En dépit de l'abondance qui règne dans le monde, près de 800 millions d'êtres humains, dans les pays en développement, souffrent d'une faim chronique. La faim compromet l'épanouissement de leurs aptitudes et les empêche de fréquenter l'école, de vivre une vie saine, de cultiver la terre ou de gagner assez d'argent pour sortir de l'ornière de la pauvreté. C'est pourquoi l'éradication de la pauvreté extrême et de la faim constitue la base des objectifs de développement du Millénaire adoptés par les dirigeants du monde en 2000. En fait, si la faim n'est pas éliminée, tous les efforts entrepris pour réaliser les objectifs de développement du Millénaire seront compromis.

Bien que certaines régions aient progressé dans cette voie, il est apparu de disparités croissantes, particulièrement dans les pays les plus pauvres. Comme l'on a relevé au *Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans plus tard* qui a eu lieu à Rome en juin 2002, les communautés ont besoin, dans le combat qu'elles mènent contre la faim, aussi bien d'une aide alimentaire ciblée que d'investissements soutenus dans le développement agricole et le développement rural à long terme.

De telles stratégies n'apparaissent nulle part plus nécessaires que dans la région de l'Afrique australe. C'est pourquoi nous appuyons tout particulièrement les efforts déployés par le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, M. James T. Morris, pour mettre en relief sur ces questions son rôle d'Envoyé spécial pour la région.

Partout où la faim menace de prendre les proportions d'une crise, le Programme alimentaire mondial est au premier plan pour aider les pays à satisfaire les besoins nutritionnels d'aujourd'hui tout en créant des possibilités pour demain. Ce rapport annuel illustre la nature et toute l'envergure des efforts entrepris par le PAM pour combattre la faim dans certaines des régions les plus inaccessibles du monde.

Kofi A. Annan
Secrétaire général
Organisation des Nations Unies

Jacques Diouf
Directeur général
Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Préface

Ma première année au PAM m'a fait comprendre dans toutes ses dimensions ce que signifie la faim ainsi que son impact dévastateur sur les populations les plus pauvres du monde. Les sécheresses et catastrophes naturelles qui ont affecté toutes les régions du monde, les conflits violents, l'effondrement des systèmes économiques et politiques et l'épidémie de VIH/SIDA ont entraîné une augmentation spectaculaire de la demande d'aide alimentaire. Les chiffres sont éloquents: en 2002, la communauté internationale a dû, au prix d'un grand effort, nourrir 25 millions d'êtres humains de plus en Afrique seulement.

Le PAM s'est montré à la hauteur de ce défi et a, pour sauver des vies humaines, dû reconstituer les moyens de subsistance et distribuer des secours alimentaires à 72 millions de personnes dans 82 pays. Cependant, les chiffres ne mesurent pas toute l'ampleur de la crise. Derrière eux, en effet, se cachent des personnes dans le besoin: une mère qui lutte pour nourrir sa famille, un grand-parent qui s'occupe d'orphelins, un enfant qui attend un repas à l'école, un rapatrié à la recherche de nouveaux moyens de gagner sa vie. J'ai vu leurs visages et je sais que nous pouvons les aider.

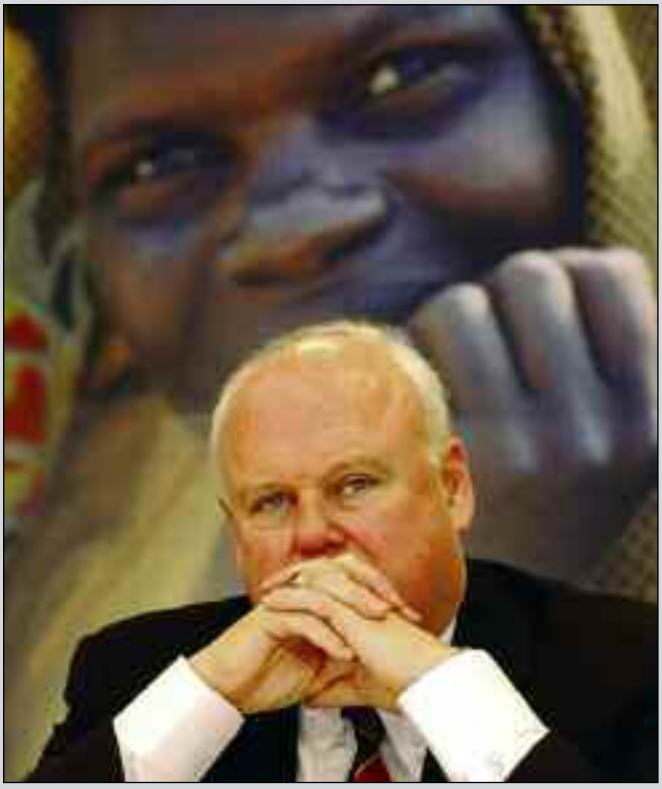
En fait, dans de nombreuses régions du monde, la faim n'a pu être atténuée que grâce à une intervention rapide de la communauté de donateurs —y compris de donateurs non habituels— ainsi que du personnel dévoué du PAM et de ses partenaires. En Afrique australe, où les besoins étaient les plus grands, un appui généreux des donateurs —y compris les États-Unis, la Commission européenne, le Royaume-Uni et le Japon— a permis au Programme d'éviter une crise alimentaire. Les investissements opérés par le PAM dans les évaluations des besoins, la planification d'interventions en cas d'urgence et l'amélioration des programmes d'alimentation scolaire ont payé dans les différentes opérations menées de par le monde.

Il n'y a pas lieu, cependant, de se reposer sur nos lauriers. Les médias ont peut-être oublié les crises en Afghanistan, en Angola, en République populaire démocratique de Corée et au Soudan, mais il subsiste une quantité de besoins pressants. Le nombre de crises alimentaires augmente parallèlement à la multiplication des phénomènes météorologiques anormaux, comme dans la Corne de l'Afrique

et l'ouest du Sahel. Simultanément, la faim chronique persiste pour des centaines de millions de personnes sur lesquelles les médias ne font généralement pas porter leurs projecteurs.

Répondre à ces besoins croissants constituera un défi majeur, surtout dans le contexte d'une diminution de 25 pour cent de l'aide alimentaire mondiale au cours des trois dernières années. L'appui généreux que nous apportent nos donateurs habituels doit être complété par le concours de nouveaux pays donateurs, du secteur privé et du grand public. En 2002, nous avons renforcé notre action mondiale de plaidoyer pour la lutte contre la faim et avons commencé à élargir notre base de financement. Déjà, au début de 2003, plusieurs nouveaux partenaires sont venus rejoindre les rangs de tous ceux qui, avec nous, combattent la faim, dont des sociétés comme Benetton, SAP, Toyota et TPG.

Je veux croire qu'en dépit de l'augmentation du nombre de ceux qui ont faim, l'opinion publique et la bonne volonté permettront de remonter la pente. C'est pourquoi le PAM s'emploiera à mobiliser une assistance internationale accrue afin d'édifier un monde meilleur dans lequel tous soient à l'abri de la faim.



James Morris
Directeur exécutif
Programme alimentaire mondial

Aperçu général

En 2002, le PAM a secouru, dans 82 pays, 72 millions de personnes qui souffraient de la faim du fait de crises liées les unes aux autres: catastrophes naturelles, conflits, pauvreté extrême et pandémie de VIH/SIDA. Pour le PAM, la tâche la plus ardue a consisté à intervenir rapidement pour faire face à un nombre sans précédent de catastrophes météorologiques qui ont entraîné une insécurité alimentaire généralisée dans toute l'Afrique, tout en continuant à mener les opérations engagées dans le monde entier. Simultanément, le rétablissement progressif de la paix dans certaines régions s'est également traduit par une augmentation des besoins, les populations précédemment isolées par les hostilités devenant accessibles, comme en Angola et à Sri Lanka.

En Afrique subsaharienne, le PAM a dû répondre à des besoins considérables. Il a apporté une aide alimentaire à 34 millions de bénéficiaires, soit 11 millions de plus que l'année précédente, cette assistance représentant 48 pour cent du total des ressources utilisées en 2002. Le PAM a lancé de vastes opérations d'urgence pour secourir les victimes de crises alimentaires en Afrique australe et dans la Corne de l'Afrique. Ces crises ont montré comment la faim chronique peut exacerber les situations d'urgence et ont mis en relief combien il importe de renforcer la capacité des populations de mieux résister aux chocs en les aidant à se doter d'actifs et en consolidant leurs moyens de subsistance.

En sa qualité d'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la crise humanitaire en Afrique australe, le Directeur exécutif du PAM, James Morris, a joué un rôle important dans la mise en œuvre d'une intervention de grande envergure. Il a assidûment collaboré avec les gouvernements, les donateurs et les partenaires du PAM pour faire en sorte que les contributions parviennent rapidement à ceux qui en avaient le plus besoin. Il a pris la parole devant le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies au sujet de cette crise en mettant en évidence les liens entre la faim, la pauvreté et la sécurité. Le PAM a aussi lancé la campagne "Alerte à la faim en Afrique" pour appeler l'attention de la communauté internationale sur la faim qui sévit sur le continent africain et mobiliser des ressources pour faire face à la crise.

Le PAM a poursuivi son combat contre la faim dans d'autres régions du monde, en répondant aux besoins constants de pays victimes de catastrophes naturelles et de conflits comme l'Afghanistan, l'Iraq, divers pays d'Amérique centrale, la République populaire démocratique de Corée et le Soudan. Il a en outre poursuivi les opérations qu'il mène de longue date pour aider les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, par exemple en Algérie, en Colombie, en Iran et au Népal.

Le niveau presque record des contributions (1,8 milliard de dollars) a permis au PAM de couvrir 75 pour cent des besoins en produits alimentaires. Le Programme a resserré ses liens avec les donateurs habituels mais a également reçu un concours significatif de nouveaux donateurs et de donateurs non habituels, y compris du secteur privé.

Comme en 2001, c'est dans le cadre d'opérations d'urgence que le PAM a aidé la plupart de ses bénéficiaires. Des contributions de 1 milliard de dollars ont permis de couvrir 76 pour cent des besoins en produits alimentaires projetés pour ces opérations. La capacité du PAM de faire face aux différentes situations d'urgence s'est trouvée grandement améliorée par des techniques d'évaluation novatrices, la poursuite de ses investissements dans les moyens d'intervention rapide et la coordination des opérations logistiques, facteurs qui ont fait la preuve de leur utilité en Afghanistan et en Afrique australe. Les contributions aux interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR), qui se sont montées à 474 millions de dollars, ont permis de couvrir 96 pour cent des besoins pour ces opérations.

Le PAM a collaboré avec la FAO et le FIDA pour répondre aux besoins alimentaires immédiats et à plus longue échéance. Mais cette double approche n'a guère permis d'agir sur la faim chronique, car la moitié seulement des ressources qui auraient été nécessaires pour poursuivre les programmes de développement en cours a pu être mobilisée.

Pour répondre à des besoins croissants de façon plus efficace, le PAM a renforcé ses capacités et son efficience opérationnelle, notamment en s'engageant à réduire le taux de recouvrement des coûts d'appui indirects. Plusieurs initiatives à long terme ont porté leurs fruits, avec notamment le renforcement d'accords de partenariat —un mémorandum d'accord révisé avec le HCR et un nouvel accord pour l'action sur le terrain avec les organisations non gouvernementales (ONG)— et l'institutionnalisation du rôle de prestataire de services logistiques interorganisations du Programme.

Pour entamer la transition vers l'établissement de rapports annuels sur les performances, des efforts systématiques ont été déployés pour améliorer la collecte, l'analyse et la communication de données sur les résultats dans toute l'Organisation.

Le PAM en chiffres – 2002

Le PAM a secouru 72 millions d'êtres humains parmi les plus pauvres

- 14 millions de bénéficiaires de programmes d'aide au développement;
- 44 millions de bénéficiaires d'opérations d'urgence; et
- 14 millions de bénéficiaires d'IPSR.

Parmi ces bénéficiaires on a compté:

6 millions de personnes déplacées, essentiellement dans des camps;	3 millions de réfugiés;	38 millions de femmes et de filles de moins de 18 ans; et	40,8 millions d'enfants de moins de 18 ans.

Les quantités totales de produits alimentaires distribuées ont atteint 3,7 millions de tonnes

- **581 000** tonnes pour les projets de développement;
- **2,2** millions de tonnes pour les opérations d'urgence; et
- **918 400** tonnes pour les IPSR.

Les dépenses opérationnelles se sont montées au total à 1,6 milliard de dollars

- **12** pour cent des dépenses opérationnelles ont été consacrées aux activités de développement;
- **57** pour cent des dépenses opérationnelles ont été consacrées à des opérations d'urgence, y compris le Compte d'intervention immédiate (CII) et les opérations spéciales;
- **26** pour cent des dépenses opérationnelles ont été consacrées à des IPSR;
- **66** pour cent des dépenses opérationnelles de développement ont été consacrées à des PMA; et
- **96** pour cent des dépenses opérationnelles de développement ont été consacrées à des PFRDV.

En 2002 le PAM a mené des activités opérationnelles dans 82 pays

- **55** pays où ont été menées des activités de développement;
- **51** pays où ont été menées des opérations d'urgence; et
- **43** pays où ont été menées des IPSR.

Nouveaux engagements approuvés en 2002

- **10** nouveaux programmes de pays, dont la valeur approuvée représente **342,2 millions de dollars** et **780 000** tonnes de produits;
- **1** nouveau projet de développement représentant une valeur de **4,7 millions de dollars** et **9 200 tonnes** de produits;
- **42** nouvelles opérations d'urgence représentant une valeur de **1,4 milliard de dollars** et **3,1 millions de tonnes** de produits; et
- **23** nouvelles IPSR pour une valeur de **1,0 milliard de dollars** et **2,1 millions de tonnes** de produits.

- En 2002, le PAM a aidé 44 millions de victimes de crises aiguës. La majorité avaient été affectées par des catastrophes naturelles — sécheresses, inondations, tremblements de terre et cyclones — qui ont confirmé la tendance alarmante apparue dans les années 90. Grâce aux nouvelles initiatives de paix et à la diminution de l'insécurité alimentaire dans certaines régions, le PAM a pu mettre progressivement fin à ses opérations d'urgence dans 22 pays.

- La crise qui est apparue en **Afrique australe** a menacé d'être la catastrophe humanitaire la plus grave et la plus complexe depuis des décennies du fait des effets conjugués de précipitations erratiques, de la pauvreté, du déclin de l'activité économique et de taux élevés d'infection par le VIH/SIDA. En 2002, le nombre de personnes considérées comme exposées à une insécurité alimentaire grave est passé de 12,8 millions à 15,2 millions. Un appui généreux des donateurs et l'injection de fonds prélevés sur le CII ont cependant permis au PAM de mobiliser rapidement les capacités nécessaires pour secourir les millions de personnes menacées par une grave insécurité alimentaire **au Lesotho, au Malawi, au Mozambique, au Swaziland, en Zambie et au Zimbabwe.**

- La sécheresse, en ébranlant sérieusement les moyens de subsistance des populations en **Éthiopie** et en **Érythrée**, a considérablement accru le nombre de personnes ayant besoin de secours alimentaires. Vers le milieu de l'année, le PAM a lancé des préparatifs pour parer à une autre crise alimentaire provoquée par la sécheresse dans **l'ouest du Sahel**.

- L'intervention rapide du PAM à la suite de l'éruption volcanique du Mont Nyiragongo, en **République démocratique du Congo**, a aidé

Intervention rapide face à la crise alimentaire en Afrique australe

Face à la crise alimentaire en Afrique australe, le PAM s'est rapidement doté des moyens nécessaires pour intervenir en étoffant ses bureaux de pays et en établissant un nouveau bureau régional en Afrique du Sud, un bureau de pays au Swaziland et 26 nouveaux bureaux auxiliaires dans différents pays de la région. En dépit de l'envergure et de la complexité de la crise — il a fallu livrer environ 1 million de tonnes d'aide alimentaire sur une période de neuf mois dans des zones reculées de six pays — l'opération régionale a pu commencer méthodiquement. Le PAM a coordonné les efforts de 53 partenaires d'exécution et du secteur privé de la région pour combler les lacunes les plus critiques dans l'aide alimentaire et éviter les goulets d'étranglement dans les activités de distribution. Entre juillet et décembre, 361 000 tonnes de produits alimentaires ont été achetées localement et 375 000 tonnes d'aide alimentaire ont été importées par les ports d'Afrique du Sud, du Mozambique et de la République-Unie de Tanzanie et livrées aux régions affectées par le rail, la route, les voies d'eau, et à dos d'âne aussi parfois.

L'opération a été facilitée par plusieurs initiatives, dont des évaluations "chenille" de la situation, des réunions interorganisations/ONG bihebdomadaires et une opération spéciale consistant à remettre en état une voie ferrée pour accroître le volume des produits alimentaires pouvant être transportés chaque mois. Le PAM a également obtenu un prêt de 20 millions de dollars du Fonds central autorenouvelable d'urgence des Nations Unies pour éviter toute rupture de la filière d'approvisionnement et acheter des produits alimentaires essentiels du point de vue nutritionnel.

à protéger la situation nutritionnelle des populations affectées, dont 350 000 personnes ayant fui au **Rwanda**. En outre, le PAM a fourni des services logistiques communs pour aider les organismes humanitaires partenaires à entreposer et à transporter des articles non alimentaires.

- En **Afghanistan**, le PAM a lancé en avril 2002 une opération d'urgence d'une durée de neuf mois pour secourir 10 millions de personnes affectées par la sécheresse et la guerre.

- Au **Soudan**, pays gravement affecté par 20 ans de guerre civile, de déplacements massifs de population, de sécheresses et d'inondations, le PAM a secouru plus d'un million de personnes par mois dans la période de soudure, où l'aide alimentaire était la plus nécessaire.

- En **République populaire démocratique de Corée**, une évaluation de la situation nutritionnelle des enfants réalisée en collaboration par l'UNICEF et le PAM a montré que la situation s'est nettement améliorée entre 1998 et 2002. La proportion d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale avait été ramenée de 61 à 21 pour cent, les taux de dépérissement de 16 à 9 pour cent et les taux de retards de croissance de 62 à 42 pour cent. Ces progrès sont imputables en partie à l'aide humanitaire soutenue de la communauté internationale ces dernières années. Toutefois, le fléchissement sans précédent accusé par les dons en 2002, qui a contraint le PAM à suspendre la distribution de secours à 3 millions de ses 4,2 millions de bénéficiaires "essentiels" dans les derniers mois de 2002, fait redouter que les acquis puissent être perdus faute d'une aide extérieure soutenue et substantielle.

- L'escalade des hostilités dans le **Territoire palestinien** a exacerbé la crise humanitaire pour les résidents, extrêmement vulnérables. Le PAM a fourni des secours d'urgence à 500 000 victimes du conflit en Cisjordanie et à Gaza ainsi qu'un appui logistique, notamment avec un parc de camions dotés de conducteurs expérimentés et d'une équipe d'accompagnement et d'appui de l'Organisme suédois de services de secours, partenaire traditionnel du PAM.

- Après la recrudescence des troubles civils en **Côte d'Ivoire**, le PAM a lancé des opérations pour renforcer les disponibilités alimentaires pour des milliers de personnes déplacées et de réfugiés dans les zones de conflit.

- En **Sierra Leone**, le PAM s'est attaché à promouvoir la stabilité en appuyant la réinstallation des personnes déplacées et des réfugiés rapatriés au moyen d'activités agricoles, de programmes de relèvement de l'infrastructure et de programmes d'éducation et de nutrition dans le cadre de l'IPSR pour la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest. Dans beaucoup de pays, toutefois, les besoins de secours sont demeurés élevés ou ont même augmenté par suite de revers et de l'apparition de nouvelles situations d'urgence ou de catastrophes qui ont causé de nouveaux mouvements de réfugiés et de personnes déplacées.

- Dans d'autres pays, les besoins alimentaires ont augmenté malgré le retour de la paix et de la

communautaires appuyés par une aide alimentaire et à des programmes de formation.

• En **Indonésie**, le PAM a continué de fournir une assistance aux citadins des quartiers pauvres et aux personnes déplacées exposées à des pénuries vivrières et à la malnutrition du fait de la longue crise économique et sociale. Plus de deux millions de personnes, pour la plupart exclues des filets de sécurité sociale de l'État, ont reçu du riz subventionné ou des rations de vivres, des aliments enrichis et les rudiments des bonnes pratiques nutritionnelles.

stabilité. En **Angola**, l'accord de paix signé en avril 2002 s'est traduit par une démobilisation rapide des militaires, le retour des personnes déplacées et des réfugiés et l'ouverture de 70 régions jusqu'alors inaccessibles, conduisant le PAM à accroître de plus de 80 pour cent le nombre de ses bénéficiaires. De même à **Sri Lanka**, où 116 500 personnes de plus ont eu besoin d'une assistance lorsque le PAM a élargi ses activités aux communautés qui avaient accueilli les personnes déplacées de retour. A mesure que les personnes déplacées abandonnaient les camps, le PAM a pu passer d'une distribution gratuite de secours alimentaires à des programmes de travaux

• À la lumière des conclusions de son évaluation des disponibilités alimentaires et des moyens de subsistance, le PAM a élargi son IPSR en **Amérique centrale** pour secourir 1,1 million de personnes incapables de se remettre des effets cumulés des catastrophes naturelles et de la crise économique. Il a appuyé des activités tendant à aider les intéressés à reconstituer les actifs perdus, à se préparer à mieux résister à de nouveaux chocs éventuels et à prévenir la malnutrition aiguë parmi les plus vulnérables.

La situation en **Ouganda** montre que le PAM doit conserver la flexibilité nécessaire pour pouvoir faire face à une dégradation de la situation exigeant des secours d'urgence tout en étant prêt à exploiter toutes les possibilités de promouvoir le relèvement et le redressement. En 2002, le nord de l'Ouganda a vécu la pire crise humanitaire depuis des années: victimes innocentes massacrées, enfants enlevés, embuscades sur les routes, destruction des biens des pauvres gens. Les personnes les plus affectées ont notamment été les plus de 500 000 personnes déplacées vivant dans des camps ainsi que 150 000 réfugiés soudanais installés dans des localités de regroupement. En dépit d'énormes problèmes d'insécurité et d'accès, le PAM leur a sauvé la vie et a préservé leur situation nutritionnelle.

Dans l'ouest de l'Ouganda, le PAM a appuyé la réinstallation de 82 000 personnes qui vivaient depuis cinq ans dans des camps de fortune. Ces ménages ont reçu des rations et des outils agricoles et continueront de recevoir une assistance dans le cadre de programmes d'alimentation scolaire, de projets vivres-contre-travail et d'activités d'aide sociale.

En 2002, le PAM a fourni une assistance à 14 millions de personnes souffrant d'une faim chronique pour les aider à se constituer le capital humain et matériel dont les pauvres ont besoin pour pouvoir résister à des chocs futurs. Le PAM a alloué en priorité les ressources disponibles aux PMA et aux PFRDV, qui ont reçu 66 pour cent et 96 pour cent respectivement des ressources disponibles pour l'aide au développement.

Globalement, 77 pour cent des dépenses opérationnelles du PAM, soit plus d'un milliard de dollars, ont été consacrés aux opérations menées dans 50 pays identifiés dans le Rapport de la FAO sur l'insécurité alimentaire dans le monde comme comptant la plus forte proportion de personnes souffrant de la faim.

La malnutrition est la principale cause de décès des enfants de moins de cinq ans dans les pays en développement et elle représente un risque important pour la santé maternelle. Les activités d'alimentation de complément du PAM ont aidé quelque quatre millions d'enfants d'âge préscolaire et de femmes enceintes ou allaitantes en leur apportant des aliments enrichis pour améliorer leur état nutritionnel et rompre le cycle de la faim, qui se transmet d'une génération à la suivante.

Les efforts tendant à promouvoir chaque année le développement pour au moins 30 millions de pauvres qui ont faim ont été sérieusement entravés par le manque de ressources. En 2002, le montant des ressources disponibles pour des activités de

Projet pilote d'enrichissement de l'*atta* au Bangladesh

Par le biais de son programme d'appui au développement des groupes vulnérables, le PAM apporte une aide alimentaire aux femmes rurales pauvres du Bangladesh pour appuyer la formation pratique, l'alphabétisation et l'encouragement des initiatives. En 2002, un projet pilote d'enrichissement de la farine de blé entier (atta) a été introduit pour améliorer la nutrition des ménages, économiser sur les coûts de meunerie et créer de nouvelles possibilités d'emploi. Des unités de meunerie et d'enrichissement ont été établies dans quatre régions pour être gérées par les ONG locales. Les anciennes bénéficiaires sont employées dans ces unités après avoir été formées, et les quatre unités fournissent chaque mois 25 kilogrammes de farine d'atta enrichie en micronutriments à 28 000 familles vulnérables pour un coût total de transformation inférieur à 20 dollars la tonne. Le PAM a l'intention d'étendre ce projet à 40 unités pour améliorer la nutrition de 430 000 participants.

Éthiopie: de la crise au redressement

Le projet de renforcement des moyens d'existence durables entrepris par le PAM en Éthiopie a permis à 1,4 million de bénéficiaires d'échapper à l'insécurité alimentaire grâce à des programmes de création d'actifs, de conservation des sols et de l'eau, de reboisement, d'aménagement d'étangs et de construction de routes d'accès. Il ressort d'une évaluation récente de l'impact de ces activités menées par le PAM et par le Ministère éthiopien de l'agriculture que le projet a beaucoup amélioré les conditions de vie de plus de 60 pour cent des membres des groupes les plus vulnérables en accroissant considérablement leurs récoltes annuelles et en économisant chaque jour jusqu'à 6 heures du travail représenté par la corvée d'eau et de bois de feu. Ainsi, la durée moyenne des pénuries vivrières a été ramenée de cinq à trois mois par an, et le nombre de repas journaliers a augmenté. Plus de 85 pour cent des ménages, en particulier ceux dirigés par des femmes, sont aujourd'hui mieux à même de faire face aux sécheresses.

développement n'a été que de 215 millions de dollars, soit moins de 70 pour cent des contributions prévues dans le Plan stratégique et financier pour 2002–2005.

La faim et le VIH/SIDA

Le VIH/SIDA décime les éléments les plus productifs de la société, réduit la productivité agricole à long terme et déborde la capacité des communautés de s'occuper des orphelins et des malades. L'épidémie affecte les femmes de manière disproportionnée en raison de leur statut social et économique inférieur à celui des hommes et du fait qu'elles sont physiologiquement plus vulnérables à l'infection. En Afrique, l'effet du VIH/SIDA sur les femmes est d'autant plus ravageur que huit agriculteurs sur dix sont en fait des femmes. En Afrique subsaharienne, 58 pour cent des personnes infectées sont des femmes, dont les responsabilités (gagner le pain du ménage, et soigner et nourrir la famille) sont encore alourdies. Simultanément, le nombre des orphelins du SIDA et des ménages constitués d'enfants seuls s'est accru dans des proportions énormes. Ces facteurs aggravent les conséquences des crises humanitaires et donnent lieu à de sérieuses inquiétudes quant à la sécurité alimentaire à long terme.

L'Afrique australe a été le théâtre de la première crise alimentaire majeure dans laquelle les taux élevés d'infection par le VIH/SIDA ont beaucoup contribué à exacerber l'insécurité alimentaire et la malnutrition. L'opération régionale d'urgence mise sur pied par le PAM au Lesotho, au Malawi, au Mozambique, au Swaziland, en Zambie et au Zimbabwe est centrée sur les régions où existent des taux élevés de séropositivité en même temps qu'une grave insécurité alimentaire. Le PAM a apporté des modifications à son approche de programmation pour répondre aux besoins particuliers des bénéficiaires affectés par le VIH/SIDA. Ainsi, il a modifié la valeur et la composition nutritionnelle des rations d'urgence distribuées pour y inclure plus de protéines, de minéraux et de vitamines. Il a aussi amélioré son ciblage pour identifier les localités caractérisées par une incidence élevée de l'infection et pour ajuster ses distributions en conséquence.

Ailleurs, le PAM a intégré à ses programmes d'aide au développement et de redressement une aide visant les ménages affectés par le VIH/SIDA et l'insécurité alimentaire, notamment pour cinq programmes de pays et cinq IPSR en Afrique subsaharienne et dans les Caraïbes. Dans le cadre de ces opérations, 16 projets concernant spécifiquement la lutte contre le VIH/SIDA ont été exécutés. En outre le PAM, en collaboration avec ses partenaires:

- a exécuté en Ouganda, conjointement avec l'OMS, un projet tendant à améliorer la qualité de vie des personnes qui vivent avec le VIH/SIDA et de leur famille en améliorant la nutrition et les soins communautaires au foyer;

- a collaboré étroitement, en Chine, avec le programme ONUSIDA pour sensibiliser à l'épidémie 200 000 agriculteurs des régions où opère le PAM, dans le contexte d'une campagne d'information coordonnée avec le Ministère de l'agriculture; et

- a lancé un projet pilote de lutte contre le VIH/SIDA en Arménie, où le nombre des nouveaux cas d'infection augmente rapidement. Le PAM a distribué des vivres dans le cadre d'une enveloppe de services comportant notamment des conseils psychologiques et des examens médicaux.

Alimentation scolaire

En 2002, plus de 15,6 millions d'élèves de 67 pays ont bénéficié des activités d'alimentation scolaire du PAM, ce qui a favorisé une scolarisation accrue. Des efforts particuliers pour rétablir l'égalité des chances pour les filles ont été faits en distribuant des rations à emporter à plus de 1,1 million de filles.

Le financement de ces activités, sous forme de contributions multilatérales et de contributions à emploi spécifique, a été apporté par la Communauté européenne ainsi que par les gouvernements de l'Allemagne, de l'Andorre, de la France et du Luxembourg, outre les dons des Etats-Unis et d'entités privées.

Le Congrès des États-Unis a adopté une loi autorisant la poursuite des activités d'alimentation scolaire au plan mondial jusqu'à la fin de 2007 et a fixé un objectif initial de financement de 100 millions de dollars pour 2003, indépendamment de l'existence d'excédents alimentaires.

Le PAM a continué de collaborer étroitement avec les autres organismes des Nations Unies, les instituts de recherche et universités, les gouvernements de pays donateurs, les ONG et les entités du secteur privé.

Le PAM a par ailleurs engagé en 2002 diverses activités d'appui à l'alimentation scolaire.

- Les outils normalisés d'enquête de référence ont été affinés après avoir été mis au point et appliqués en 2001 dans 23 pays pour constituer une base d'informations solides pour les activités d'alimentation scolaire appuyées par le PAM. Des enquêtes consécutives ont été réalisées dans certains de ces pays et une formation a été dispensée dans 21 nouveaux pays.

- La base de données mondiales sur l'alimentation scolaire, qui contient également des informations connexes sur l'éducation et la démographie, a été élargie et affichée sur le site web du PAM, qui porte désormais sur 153 pays.

- Une stratégie régionale d'alimentation scolaire a été élaborée pour le Sahel afin de compléter l'aide alimentaire du PAM au moyen d'interventions dans des domaines comme le déparasitage systématique, l'approvisionnement en eau potable et l'équipement en latrines, l'éducation sanitaire et nutritionnelle et la sensibilisation au VIH/SIDA, la distribution de suppléments nutritionnels et le resserrement des partenariats avec les autres institutions et les ONG.

- En Afrique, 15 pays ont entrepris des programmes de déparasitage de plusieurs

millions d'élèves des écoles appuyées par le PAM dans le cadre d'une initiative conjointe lancée avec l'OMS grâce à l'appui de l'Agence canadienne pour le développement international et de la Banque mondiale.

En Afghanistan, le programme du PAM a rassemblé un certain nombre d'activités tendant à appuyer l'éducation, notamment au moyen de programmes vivres-contre-travail pour construire des écoles et aider à rémunérer les enseignants, ainsi que de programmes vivres pour l'éducation et de programmes de formation à l'appui des élèves du primaire et du secondaire, et d'alphabétisation et de formation professionnelle des adultes.

Capacités locales de déparasitage

On estime que 400 millions d'enfants d'âge scolaire souffrent de vers intestinaux qui limitent la capacité de l'organisme d'absorber les nutriments, ce qui se traduit par un faible gain de poids, l'anémie et ainsi une dégradation des résultats scolaires. Dans le cadre d'un programme conjoint avec l'OMS, le PAM a entrepris des efforts de formation en trois étapes pour mener à bien des programmes de déparasitage dans 21 pays d'Afrique. En 2001, des ateliers à l'intention de représentants des Ministères de la santé et de l'éducation et du PAM ont été organisés pour préparer des stratégies pilotes de déparasitage adaptées aux circonstances propres à chaque pays. En 2001–2002, le PAM a, dans une deuxième étape, organisé une formation concrète sur l'administration et le suivi des programmes de déparasitage pour plus de 2 700 administrateurs scolaires, agents sanitaires de district et responsables de 11 pays. À cette occasion, un traitement de déparasitage a été administré à 740 000 élèves. Dans la dernière étape, les personnes formées formeront à leur tour tous les enseignants des écoles qui participent au programme de déparasitage du PAM.

Analyse et cartographie de la vulnérabilité (ACV)

Pour faciliter l'activité de programmation du PAM, 75 fonctionnaires spécialisés dans l'ACV affectés dans 52 pays ont établi des analyses approfondies et des cartes sur la nature et l'étendue de l'insécurité alimentaire.

Plusieurs analyses ont été utilisées par d'autres organismes des Nations Unies pour leurs efforts de lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire, par exemple par la FAO dans l'ex-République de Yougoslavie, au Laos, en Somalie et en Zambie. Dans d'autres pays, les unités ACV du PAM ont contribué à l'élaboration du bilan commun de pays, du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). C'est ainsi, par exemple, que le PAM a apporté une solide contribution aux efforts de cartographie de la pauvreté entrepris par le Gouvernement cambodgien en vue de l'élaboration de son DSRP.

Les analyses ACV ont revêtu une importance capitale pour la préparation de tous les programmes de pays approuvés en 2002 ainsi que des opérations d'urgence en Afghanistan, dans l'ouest du Sahel, en Afrique australe, au Guatemala et dans 17 autres pays. Les analyses ACV, par exemple celles réalisées au Cap-Vert, en Haïti et au Mali, ont permis au PAM d'affiner le ciblage de ses activités sur les régions où l'aide alimentaire pouvait avoir l'impact le plus marqué.

Achats

En 2002, le PAM a acheté à la suite d'appels d'offres internationaux 1,5 million de tonnes de produits alimentaires d'une valeur de 307,5 millions de dollars, soit 41 pour cent du volume total des produits fournis aux bénéficiaires. Le PAM a acheté 67 pour cent du total des produits dans 57 pays en développement, soit nettement plus que l'année précédente (voir la ventilation par pays à l'annexe VI) et le reste dans 20 pays développés. En dépensant 204 millions de dollars dans le monde en développement, dont 60 pour cent auprès de fournisseurs africains, le PAM est venu en aide aux agriculteurs, au secteur agrocommercial et au secteur privé local.

Grâce au renforcement des capacités d'achat de produits alimentaires sur place, les achats effectués dans les pays en développement se sont accrus depuis 2000. En 2000 et 2001, respectivement 44 pour cent (135 millions de dollars) et 56 pour cent (165 millions de dollars) du total des achats ont été faits dans des pays en développement. D'une manière générale, ces achats ont porté sur des produits de base tels que blé, maïs, riz, légumineuses, sorgho et farine de maïs, ainsi que sur de petites quantités d'aliments composés.

Évaluations répétées en Afrique australe

Pour faire face à la crise en Afrique australe, le PAM a introduit le concept d'"évaluation chenille" consistant à identifier les besoins environ tous les trois mois. Cette solution a permis de produire des informations largement acceptées sur les besoins d'aide d'urgence dans les six pays touchés, permettant de mettre à jour périodiquement le niveau et le ciblage des interventions de secours pour un investissement total représentant 0,2 pour cent seulement du montant des secours prévus.

Utilisation des contributions de nouveaux donateurs

En novembre, l'Inde a fait son premier don au PAM pour l'aider à secourir les populations qui vivent dans l'insécurité alimentaire en Afghanistan. La première tranche de ce don, 40 000 tonnes de blé, a été convertie en 9 526 tonnes de biscuits à fort coefficient énergétique destinés à plusieurs milliers d'enfants afghans. Dans le cadre de ce nouveau partenariat avec un donateur non habituel, le coût de production et de distribution des biscuits a été couvert par une deuxième contribution de 18 000 tonnes de riz.

Renforcement des activités du PAM grâce à des partenariats novateurs

En 2002, le PAM a redoublé d'efforts pour créer de nouveaux partenariats avec le secteur privé et diffuser son message auprès du grand public et des donateurs. Il a conclu un accord de partenariat avec TPG, société mondiale de messagerie et de logistique établie aux Pays-Bas, aux termes duquel les employés de TPG s'emploieront à mobiliser des fonds et fourniront un appui bénévole aux activités d'alimentation scolaire. Les autres mesures concernent notamment le renforcement des capacités d'intervention du PAM dans les situations d'urgence, l'appui aux services logistiques interorganisations, la mobilisation de ressources, et la transparence et l'activité redditionnelle.

Le PAM a lancé une initiative avec la société italienne d'habillement Benetton, dans le cadre de laquelle la société apporte la contre-valeur de 15 millions d'euros en publicité dans 27 pays répartis dans le monde entier. Cette campagne, intitulée "Des vivres pour la vie", a déployé des images de personnes qui doivent faire face à la faim sur des panneaux publicitaires, dans les magazines et les journaux. La société devait également produire un magazine de 32 pages intitulé "La Faim" illustrant la vie des bénéficiaires du PAM.

Le but en était de donner toute leur humanité aux pauvres qui souffrent de la faim, de dire leur histoire et de faire regarder en face la réalité que vivent les millions de personnes qui ploient sous

le fardeau, en invitant à examiner plus avant la question. La campagne "Des vivres pour la vie" a constitué pour le PAM une nouvelle manière d'acquérir de la visibilité et d'enrôler l'appui de personnes privées ou de trouver de nouveaux groupes de donateurs. Elle a aussi été une manière créatrice d'associer le secteur privé à la lutte mondiale contre la faim et d'aller au delà des groupes qui appuient traditionnellement le PAM.

Le PAM a aussi collaboré avec Ericsson et avec deux sociétés commerciales suédoises de télécommunications (SweDish et Telia) pour mettre en place le premier réseau de communications mobiles GSM et donner ainsi à tous les organismes humanitaires accès à un système de communications fiable. Le PAM a géré le projet et a fourni tout l'appui logistique nécessaire, les services de communication étant fournis par ces partenaires à prix coûtant, ce qui a très considérablement réduit le coût de l'opération pour le système des Nations Unies.

Bases avancées au Burundi

En 2002, la dégradation de la sécurité au Burundi a sérieusement compromis la capacité du PAM d'atteindre les bénéficiaires. Les distances ainsi que les précautions de sécurité décidées par l'ONU ont limité le transport des produits alimentaires du PAM, ce qui s'est traduit par une aggravation de la malnutrition. Pour y parer, le bureau du PAM au Burundi a établi de petits entrepôts appelés "bases avancées" qui ont beaucoup facilité les interventions du PAM sans pour autant compromettre la sécurité du personnel. Le PAM a ainsi pu acheminer jusqu'aux bases avancées les produits alimentaires requis pour les distributions ciblées, les rations distribuées pour sauvegarder les semences ainsi que pour ses programmes nutritionnels et ses centres d'aide sociale, après quoi les ONG partenaires ont acheminé ces produits jusqu'à près de 350 000 bénéficiaires. Les bases ont également constitué pour le PAM et ses partenaires d'exécution autant d'antennes qui leur ont permis d'évaluer les besoins et d'exercer le suivi et les évaluations consécutives à la distribution.

Retombées positives du retrait progressif de l'aide du PAM au Kosovo

Lorsque la situation au Kosovo s'est stabilisée en 2002 et que le PAM a progressivement mis fin à son assistance, le Programme a appuyé activement la création et le financement du Consortium pour le développement interethnique (CDI). La création du CDI, constitué de six ONG multiethniques locales, a garanti la poursuite de l'aide aux populations vulnérables du Kosovo. Le PAM a plaidé auprès des donateurs pour qu'ils appuient les projets du CDI, qui concernent notamment les soins de santé, le développement agricole, les activités interethniques pour les jeunes et l'assistance sociale aux groupes vulnérables. Le PAM a également apporté une formation soutenue au personnel du CDI dans des domaines d'importance capitale comme la gestion des entrepôts et le suivi de l'aide alimentaire.

Secours humanitaires et secours en cas de catastrophe

Le PAM a pris de nouvelles mesures pour renforcer ses capacités de préparation et d'intervention en cas d'urgence afin de mieux appuyer les opérations d'urgence sur le terrain. Il a aussi pris en charge le Centre logistique commun de l'ONU pour coordonner les moyens logistiques des organismes humanitaires dans les interventions de grande envergure.

Interventions d'urgence

Le fichier du personnel d'intervention d'urgence est passé à 141 intervenants potentiels. Pendant l'année, 38 d'entre eux ont été affectés à des opérations d'urgence, principalement dans la région de l'Afrique australe mais aussi en Afghanistan, en République démocratique du Congo et dans le Territoire palestinien.

Ce fichier a été complété par la conclusion d'accords définissant les modalités éventuelles d'intervention des organismes partenaires et des missions d'affectation temporaire de personnel du PAM et de consultants. Le Programme a eu plus largement recours à des personnels détachés d'organismes partenaires pour appuyer des opérations dans 20 pays, et a ainsi pu mobiliser plus de 70 experts qui ont fourni à bref délai un appui essentiel aux programmes et aux opérations logistiques. Trois accords révisés sur les dispositifs de veille ont été conclus avec le Conseil norvégien pour les réfugiés, le Conseil danois pour les réfugiés et la Fondation suisse de déminage, et d'autres devaient être conclus début 2003 avec d'autres partenaires.

En outre, 46 autres fonctionnaires du PAM ont reçu une formation à la gestion des urgences. La pratique consistant à inviter des fonctionnaires d'OCHA, de l'UNICEF et du HCR à participer a été poursuivie et a été élargie à deux autres organismes partenaires, le Conseil danois pour les réfugiés et le Conseil norvégien pour les réfugiés. Un nouveau module de formation des fonctionnaires du PAM aux situations d'urgence a été introduit, avec notamment le module pilote fondé sur le principe du "juste à temps" devant être mis en œuvre par les bureaux de pays dès que s'annonce une situation d'urgence.

Centre logistique commun des Nations Unies (UNJLC)

Après la mise en place sous son égide d'un centre logistique commun des Nations Unies en Afghanistan en 2002, le Comité permanent interorganisations (IASC) a institutionnalisé et officialisé ce mécanisme pour la coordination des moyens logistiques des organismes de secours humanitaires lors des situations d'urgence de grande envergure. Eu égard aux six années d'efforts de plaidoyer et d'initiatives du PAM dans ce domaine, l'IASC a confié le centre logistique commun à la garde du PAM et une unité de base a été établie à Rome en octobre 2002 pour la gestion du centre. Cette unité, à laquelle a été prêté un fonctionnaire du PAM, a appuyé les opérations en Afghanistan et en Côte d'Ivoire, a organisé

une formation à la logistique du personnel des organismes des Nations Unies, des ONG et des organismes associés et a constitué une cellule de planification pour coordonner les services logistiques en cas de nouvelle crise majeure.

Le centre logistique commun des Nations Unies en Afghanistan a coordonné tous les transports aériens à destination et en provenance du pays et a été le principal mécanisme du système des Nations Unies pour assurer la liaison avec les autorités militaires responsables du contrôle de l'espace aérien du pays. Le centre a également facilité le pré-positionnement de stocks pour l'hiver.

Appui aux services de télécommunications pour les activités humanitaires

A la demande de l'Équipe responsable de la sécurité du personnel des Nations Unies, le Programme a rétabli les services de télécommunications afin de garantir la sécurité et la sûreté du personnel humanitaire de retour en Afghanistan. Pendant quatre mois, les responsables et les ingénieurs du PAM ont combiné leurs ressources et celles des autres organismes des Nations Unies, ont coordonné les activités des différentes organisations en matière d'information et de communication, et ont établi des réseaux de télécommunications et des salles radio dans différentes localités pakistanaises et afghanes.

Voix d'Afrique australe

"L'aide alimentaire est arrivée juste à temps pour moi, vu que la récolte que j'avais rentrée n'a duré que trois mois. La vague de chaleur a frappé les cultures au moment même où elles faisaient leur floraison et les a détruites."

Albert Simelane, petit exploitant de Kaphunga (Swaziland)

Dans les premiers mois de 2002, des prévisions bien fâcheuses ont commencé à circuler en Afrique australe au sujet de la probabilité d'une crise alimentaire régionale massive. Des récoltes médiocres étaient prévues dans six pays et des pénuries graves s'annonçaient, qui laisseraient des millions de personnes parmi les plus vulnérables face au spectre de la famine.

Devant la menace d'une crise catastrophique, la FAO et le PAM ont effectué une évaluation détaillée des perspectives des disponibilités alimentaires et des récoltes dans chacun des six pays concernés – Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.

Les résultats en ont été choquants et ont confirmé les pires craintes. En juillet déjà, tout juste deux mois après les moissons, sept millions de personnes de la région auraient besoin d'une aide alimentaire. Vers la fin de l'année, ce chiffre atteindrait selon toute vraisemblance 12,8 millions de personnes.

Et même ces estimations allaient se révéler pécher par excès d'optimisme, le nombre des personnes vulnérables ayant en définitive atteint les 15 millions. C'était là la plus grande crise humanitaire jamais connue et pour y parer, le PAM a lancé l'une des opérations d'urgence les plus massives qu'il ait jamais menées.

En juillet, le PAM a lancé un appel pour réunir 507 millions de dollars pour financer près d'un million de tonnes d'aide alimentaire afin de venir au secours de millions de bénéficiaires dans les six pays jusque vers la fin mars 2003.

Ce fut là une entreprise gigantesque, en particulier vu que le PAM devait démarrer pratiquement à partir de rien. Dix ans avaient passé depuis la dernière crise alimentaire grave en Afrique australe, et le PAM n'avait purement et simplement pas les capacités régionales voulues pour monter une opération de secours aussi importante.

Toutefois, en un laps de temps remarquablement bref, un pôle régional fut créé à Johannesburg (maintenant devenu le bureau régional du PAM) et des bureaux rouverts au Zimbabwe et au Swaziland. Les bureaux des quatre

autres pays furent promptement renforcés et 26 bureaux auxiliaires créés. Dans le même temps, plus de 500 intervenants et experts nationaux ou internationaux étaient recrutés ou transférés de toutes provenances.

Mais même avec tout le personnel nécessaire en place, le PAM se trouvait devant une tâche extraordinairement difficile – non seulement en raison de l'ampleur de la crise, mais également en raison de sa complexité.

La faim en Afrique australe: les ingrédients d'une crise

- **Longues périodes sans pluie ou sécheresse** (Malawi, Mozambique, Zambie, Zimbabwe)
- **Fortes pluies ou inondations** (Lesotho, sud et centre du Mozambique)
- **Perturbations de l'agriculture commerciale** (Zimbabwe)
- **Épuisement des réserves stratégiques de céréales** (Malawi, Zambie)
- **Mauvais résultats économiques** (Lesotho, Zimbabwe)
- **Retards dans les importations de maïs** (toute la région)
- **Hausse brutale des prix des produits vivriers de base** (Malawi, Mozambique, Zambie, Zimbabwe)

Il y a dix ans, le PAM avait aidé des millions de personnes en Afrique australe à survivre à des pénuries alimentaires généralisées après une période de sécheresse dévastatrice. Et tandis que sécheresse, inondations, orages de grêle et gelées se combinaient pour faire éclater la crise actuelle, celle-ci n'était pas seulement imputable aux caprices du temps, mais bel et bien à un cocktail mortel de conditions météorologiques erratiques, de pauvreté, de déclin économique, de politiques gouvernementales problématiques et de certains des taux les plus élevés de prévalence du VIH/SIDA dans le monde, qui se combinaient pour produire une crise humanitaire sans précédent.

Et venaient s'ajouter d'autres complications. Pour commencer, la crise allait continuer de s'aggraver et les nombres des victimes continuer de monter – quand bien même le PAM s'affairait pour atteindre tous les bénéficiaires originellement ciblés.

"Nous avons vu beaucoup d'ONG venir dans le secteur dans le passé et proposer des projets qui n'ont jamais décollé. C'est pourquoi je n'ai cru à l'aide alimentaire que lorsque j'ai touché ma première ration.

Emson Padzafongora, Chef de village, District de Hurungwe, Mashonaland (Zimbabwe)

Deux évaluations "chenille" de la vulnérabilité ont été faites, en août et en novembre. Coordonnées par la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) avec la participation du PAM et de six autres organisations internationales, ces évaluations ont fourni une image précise de la situation sur le terrain – l'image d'une misère et de souffrances croissantes.

De plus en plus de gens recouraient à des mécanismes de parade lourds de conséquences –retirer les enfants de l'école, manger des fruits sauvages potentiellement toxiques, vendre les actifs du ménage, ou se livrer à la prostitution. De plus en plus nombreux étaient ceux qui luttaient pour faire face, et qui dépendraient de l'aide alimentaire pour préserver leur vie et leurs moyens d'existence dans les mois de plus en plus désespérés précédant la récolte suivante, en avril ou mai 2003.

S'efforçant de répondre aux besoins d'un effectif de plus en plus nombreux, le PAM se trouva alors plongé dans un débat, engagé par les médias, sur l'utilisation d'aliments dérivés d'organismes génétiquement modifiés (OGM), tous les gouvernements bénéficiaires à l'exception du Swaziland ayant initialement exprimé des inquiétudes.

La polémique menaçait d'interrompre la distribution de tout le maïs donné par les Etats-Unis –

au total des milliers de tonnes – et de laisser des millions d'affamés sans aide et sans espoir.

En fin de compte, le problème fut résolu et quatre des pays acceptèrent d'autoriser la distribution du maïs moulu génétiquement modifié et d'autres produits transformés. Seule la Zambie refusa d'admettre tout maïs génétiquement modifié, sous quelque forme que ce soit, obligeant le PAM à interrompre ses distributions pendant qu'il recherchait de nouveaux approvisionnements – difficiles à trouver – non génétiquement modifiés. Dans cette période, le PAM réussit à distribuer des vivres aux ménages les plus vulnérables de Zambie, mais d'autres bénéficiaires pourtant ciblés à l'origine furent contraints de recourir à des mécanismes désespérés de parade, qui tous ont des conséquences négatives graves et durables.

Vers la fin de l'année, le PAM avait réuni des ressources alimentaires non modifiées en suffisance pour atteindre les objectifs projetés début 2003 – en développant les achats régionaux et en signant un accord avec le Gouvernement zambien consistant à ce qu'il distribue 23 000 tonnes de ses stocks en tant qu'élément de l'opération de secours, les coûts correspondants étant payés par une donation bilatérale du Département pour le développement international du Gouvernement britannique.

En attendant, le PAM devait aussi faire face à une foule de problèmes logistiques difficiles. Pour commencer, l'ampleur et la complexité de l'opération logistique en Afrique australe en faisaient un défi peu banal.

Même dans une région privilégiée dotée d'une excellente infrastructure, il serait difficile de déplacer les immenses quantités de vivres nécessaires. Rien qu'en décembre, 5 000 voyages de camions et 1 500 wagons ferroviaires ont été nécessaires pour collecter les produits dans les ports, les silos, les moulins et les entrepôts dans toute la région.

Or les infrastructures sont loin d'être excellentes dans la région. En effet, la plus grande difficulté a tenu au mauvais état des routes, en particulier au cours des mois pluvieux vers la fin de l'année, au cours desquels de vastes zones, en particulier en Zambie, au Malawi et dans les régions montagneuses du Lesotho, deviennent inaccessibles.

Ajouter à cela le fait que cinq des six pays touchés sont sans littoral, et il devient clair que le PAM a eu à résoudre un cauchemar logistique en Afrique australe.

Pourtant dès décembre, le PAM avait réussi à empêcher la crise de tourner à la catastrophe.

En sonnant l'alarme assez tôt et assez fort, le PAM a contribué à concentrer l'attention internationale sur la crise et à mobiliser de vastes quantités de ressources, permettant à l'Organisation de distribuer des quantités suffisantes d'aide pour ne pas se laisser déborder par la crise qui s'aggravait sans cesse avec des besoins de plus en plus grands.

En effet, le PAM est parvenu à multiplier de façon spectaculaire ses distributions au cours des six premiers mois de l'opération – de 20 000 tonnes de vivres pour deux millions de personnes en juillet à environ 70 000 tonnes pour plus de six millions de bénéficiaires en décembre.

En fin d'année, la crise était loin d'être terminée, les trois mois de plus grand besoin (de janvier à mars) restant à venir. Mais le PAM était parvenu – de concert avec les donateurs, les gouvernements nationaux et les ONG partenaires – à stabiliser la situation et à empêcher la crise alimentaire d'évoluer en famine.

Et pour faire en sorte que la situation ne se détériore pas, le PAM se tenait prêt à accroître ses distributions plus massivement encore au premier trimestre 2003, avec 150 000 tonnes prêtes à être distribuées à dix millions de personnes en mars.

C'est là une réussite remarquable vu le nombre des contraintes et la hauteur des besoins. En fait, l'opération de secours a tellement bien réussi que certains critiques ont entrepris de contester les chiffres, se demandant pourquoi personne ne semblait être mort de faim. Mais les chiffres étaient justes.

Les faits sont simples: en intervenant avant que le catastrophe ne frappe et en distribuant plus de 260 000 tonnes de produits d'aide alimentaire en six mois, le PAM a pu sauver la vie de millions de personnes parmi les plus vulnérables en Afrique australe et aider à préserver les moyens d'existence de millions d'autres.

LOGISTIQUE

- Le PAM a utilisé cinq ports dans trois pays différents – Durban (Afrique du Sud), Beira, Nacala, Maputo (Mozambique), et Dar-es-Salam (Tanzanie). L'aide alimentaire a ensuite été acheminée par la route ou par le rail vers les zones touchées.
- Le PAM a installé des entrepôts à Beira (capacité: 17 000 tonnes), Nacala (15 000 tonnes) et Maputo (25 000 tonnes).
- En utilisant des dons en espèces, le PAM a acheté près de 300 000 tonnes de produits alimentaires pour l'opération d'urgence. La grande majorité des produits ont été achetés dans la région – principalement en Afrique du Sud et en Tanzanie.
- En raison du mauvais état des routes à la saison des pluies, le PAM avait prévu de pré-positionner des

La mission de l'Envoyé spécial de l'ONU

En juillet 2002, le Secrétaire général de l'ONU a nommé le Directeur exécutif du PAM, James Morris, Envoyé spécial pour les besoins humanitaires en Afrique australe et lui a demandé de se rendre dans la région pour rencontrer les principales parties prenantes et examiner la situation humanitaire et les opérations de secours qui étaient déployées.

Du 3 au 15 septembre, une équipe interorganisations composée de représentants du PAM, de l'OMS, de l'UNICEF, de la FAO et de la SADC, ainsi que du Coordinateur adjoint des secours d'urgence de l'ONU, s'est jointe à l'Envoyé spécial pour effectuer une mission dans les six pays gravement touchés de la région.

La mission a rencontré les équipes de pays de l'ONU, les partenaires d'exécution (ONG), des donateurs, des hauts fonctionnaires des gouvernements et d'autres membres de la société civile. La mission a porté une attention particulière sur l'impact du VIH/SIDA, aussi bien que sur les moyens de faire prendre conscience de la crise et de mobiliser l'appui à l'échelon international, d'améliorer les opérations humanitaires et d'assurer la poursuite des objectifs de développement à plus long terme de la région.

Ce qui a été primordial, c'est que l'Envoyé spécial a pu rencontrer les personnes touchées en tête à tête, discuter de leurs problèmes et bien établir le rapport entre les analyses et les chiffres couchés sur papier et les êtres humains. Dans bien des cas, l'équipe spéciale en mission avec lui a pu constater de première main les ravages subis par les moyens d'existence des gens, et la tragédie de la douleur humaine.

approvisionnements pour deux mois afin de disposer de stocks alimentaires disponibles dans les zones les plus difficilement accessibles. Cette opération a été entravée par quelques ruptures d'approvisionnements et par le manque de capacités suffisantes de transport, mais en janvier les entrepôts étaient ravitaillés.

- La capacité logistique du PAM a été renforcée par le don de 200 camions militaires réformés à six roues motrices du Gouvernement norvégien, répercuté par la Croix-Rouge norvégienne. Ces camions ont été utilisés au Lesotho, au Malawi et en Zambie pour transporter la nourriture vers les points de distribution dans des zones jusque-là inaccessibles. Au début de 2003, on escomptait que ces camions transportent 12 000 tonnes d'aide alimentaire par mois.
- Des ânes ont été utilisés pour transporter de la nourriture vers les hauts plateaux du Lesotho, où même les camions les plus endurants de la Croix-Rouge ne pouvaient se hisser.
- Le PAM a consulté un expert international de la transformation du grain et s'est ensuite assuré les services d'un expert local de la meunerie pour superviser les activités. Le PAM a conclu des contrats avec deux minoteries en Afrique du Sud, une au Lesotho, une au Zimbabwe et trois au Malawi.
- Le PAM a lancé une opération spéciale pour remettre en état la ligne ferroviaire qui relie le port de Nacala au Malawi afin d'accélérer la livraison de produits alimentaires essentiels pour les secours. En décembre, quatre nouvelles locomotives avaient été livrées ainsi que de nombreux wagons, qui sont venus renforcer les capacités de traction et de transport de la ligne.

DONATEURS ET PARTENAIRES

L'opération d'urgence du PAM a réussi grâce aux compétences et aux efforts sans relâche du personnel dans la région et ailleurs. Mais ces personnels n'ont été en mesure de faire leur travail que grâce à la réponse rapide et généreuse de la communauté internationale et à la coopération efficace avec d'autres organismes de l'ONU, avec les ONG partenaires d'exécution et avec les gouvernements nationaux.

Malgré les crises émergentes, ailleurs en Afrique et dans le Golfe, les donateurs internationaux sont restés fermement engagés en Afrique australe – les donateurs habituels du PAM ayant fourni à nouveau la majeure partie de l'aide. Ce sont les Etats-Unis qui ont apporté la plus grosse part (environ 35 pour cent des 390 millions de dollars reçus entre juillet 2002 et la fin mars 2003), tandis que les autres grands donateurs ont été la Commission européenne (19 pour cent), le Royaume-Uni (10 pour cent) et le Japon (5,4 pour cent).

Beaucoup de donateurs non habituels ont également contribué à l'opération d'urgence, avec notamment l'apport massif de 100 000 tonnes de l'Afrique du Sud et ceux, en quantités moindres, de l'Andorre, de l'Islande, de la Malaisie, de Saint-Marin, de Singapour, de l'Oman, de la Thaïlande et de la Fondation Nelson Mandela.

Mais le PAM a aussi besoin d'aide sur place pour enregistrer les bénéficiaires et distribuer les rations mensuelles. En Afrique australe, le PAM a collaboré avec plus de 50 ONG partenaires, dont environ la moitié ont été des ONG internationales et l'autre moitié des organisations nationales officielles. Au Malawi, la livraison de l'aide alimentaire a été appuyée par la constitution d'un consortium très fructueux qui a rassemblé 12 ONG sous la conduite de la Société coopérative pour l'aide au monde entier (CARE). Ce consortium a assuré une coopération étroite

et une coordination efficace et s'est révélé très efficace pour les bénéficiaires, les ONG, les donateurs et le Gouvernement.

Les initiatives du PAM ont joué un rôle important dans le succès du consortium, dont beaucoup ont jugé qu'il pourrait servir de modèle dans d'autres crises, en Afrique ou ailleurs.

VIH/SIDA

Le VIH/SIDA menace la vie et les moyens d'existence de millions de personnes en Afrique australe et ronge le tissu même de la société – réalité qui a conduit certains chefs politiques de la région à évoquer la menace de l'extinction de populations entières. Trois des pays affectés (Zimbabwe, Lesotho, Swaziland) ont des taux de prévalence de la séropositivité chez les adultes de plus de 30 pour cent.

Le VIH/SIDA tue les membres les plus productifs de la société – les jeunes adultes – qui laissent derrière eux, en disparaissant, des vieillards et des enfants. C'est là une inversion complète de ce qui se produit habituellement dans une crise alimentaire, à savoir que ce sont les vieillards et les plus jeunes qui succombent les premiers. Au Swaziland, ce sont des enfants qui se retrouvent à la tête de dix pour cent de ménages.

Pis encore, le VIH/SIDA en Afrique sub-saharienne menace les femmes plus que toute autre catégorie de population. Cinquante-huit pour cent des personnes qui vivent avec le VIH/SIDA sont des femmes et des filles – qui ont la charge de la majeure partie de la production vivrière et des soins aux malades. Si ces piliers de la société ne sont pas protégés, toute la structure sociale s'effondrera.

"Il est tellement difficile de prendre soin d'une famille entière quand on n'a que 17 ans… Ce que j'ai éprouvé est si douloureux qu'à un certain point j'aurais préféré mourir. Mais j'ai compris que cela n'aurait fait qu'aggraver le sort de mon frère et de mes sœurs. Notre parenté essaie de nous aider, mais chacun a sa propre famille dont il doit s'occuper."

Samukeliso Ncube, orpheline du SIDA, District de Nkayi, Matabeleland (Zimbabwe)

Dorénavant, le PAM prévoit d'intégrer une composante VIH/SIDA à tous ses programmes dans la région – en en faisant la première opération d'urgence à réserver une place spécifique au VIH/SIDA. Le Programme a défini une nouvelle ration alimentaire qui tient compte des besoins nutritionnels spécifiques des personnes vivant avec le VIH/SIDA, y compris les besoins accrus en énergie, en protéines et en micronutriments, et il a enrichi des dizaines de milliers de tonnes de farine de maïs en vitamines et en sels minéraux au stade de la meunerie.

Le PAM a aussi contribué à faire en sorte que les indicateurs liés au VIH/SIDA soient effectivement intégrés aux évaluations régionales de la vulnérabilité et il a participé à un programme régional de

LA CRISE CONTINUE

Vers la fin décembre, il était déjà évident que les activités du PAM devraient être prolongées au delà de fin mars – date initialement prévue pour la fin de l'opération d'urgence. Bien que la moisson commence en principe en avril ou mai, la crise semble devoir se prolonger une deuxième année, et plusieurs millions des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables continueront d'avoir impérativement besoin d'une aide tout au long de 2003.

formation à la lutte contre l'exploitation et l'abus sexuels avec l'UNICEF et Save the Children (R.-U.). Le projet a visé plus de 4 000 travailleurs humanitaires et chauffeurs de camions dans la région et, en décembre, 3 657 d'entre eux avaient déjà été formés. Au Swaziland, des comités d'aide aux femmes ont été constitués aux 179 points de distribution des produits d'aide alimentaire du PAM. Trois femmes membres de chacun de ces comités ont aussi été formées au conseil en matière de VIH/SIDA et d'exploitation et d'abus sexuels. Ce projet sera élargi à l'ensemble de la région en 2003.

Nombre des mêmes facteurs qui ont convergé pour provoquer la crise régionale en 2002 continuent d'être présents – pauvreté, déclin économique, erreurs de politique et, de manière plus significative encore, VIH/SIDA – et ceux-ci se combineront encore pour accroître la vulnérabilité globale même si les récoltes sont convenables.

Dans la plupart des pays, on s'attend à ce que la récolte principale de maïs soit sensiblement meilleure que l'année dernière, mais quelques zones donnent encore lieu à des inquiétudes – notamment le sud et le centre du Mozambique, certaines zones du Swaziland et de vastes pans du Zimbabwe, où les prévisions sont particulièrement décevantes.

Le PAM continuera d'aider des millions de personnes dans les six pays, dont les moyens d'existence ont été dévastés par la crise. En effet, beaucoup parmi les plus pauvres et les plus vulnérables ne pourront pas se payer quelque nourriture qui pourrait être disponible, la crise tenant davantage à l'accès aux vivres qu'à un manque à produire. Néanmoins l'effectif global des bénéficiaires devrait être sensiblement inférieur à celui de 2002, compte tenu des meilleures récoltes qui seront rentrées.

Le PAM explore la solution qui consisterait à lancer une autre opération régionale d'urgence en juillet 2003 à titre de mesure transitoire conduisant au passage à une opération de redressement pur et simple en 2004. L'attention se porterait alors, dans la plupart des pays, principalement sur les activités complémentaires, les distributions générales de produits alimentaires ne restant la norme qu'au Zimbabwe.

En attendant, le PAM se concentrera aussi sur deux domaines déterminants d'intervention – l'alimentation scolaire, qui s'est révélée favorable à la scolarisation et réduit l'absentéisme, en particulier chez les filles, et les activités liées au VIH/SIDA.

Organisations basées à Rome

La FAO, le FIDA et le PAM ont collaboré à deux initiatives majeures concernant les politiques générales et le plaidoyer. Ces institutions ont formulé ensemble une approche claire pour réduire la pauvreté rurale et la faim — approche dite "en parallèle" — initialement lancée lors de la Conférence sur le financement du développement. Cette approche combine des efforts de développement agricole à longue échéance et des programmes ciblés, y compris d'aide alimentaire, pour secourir directement les pauvres qui ont faim.

Le PAM et la FAO ont commencé à réfléchir sur la manière d'adopter cette approche en parallèle à l'échelon des pays, en utilisant des activités immédiates appuyées par l'aide alimentaire pour appuyer les activités de longue haleine de développement rural de la FAO. Quarante-quatre bureaux de pays du PAM ont collaboré avec la FAO, et plus de 3,7 millions de personnes ont bénéficié directement de ces efforts conjoints. Des projets communs ont été exécutés dans 24 pays, l'aide alimentaire étant combinée à une assistance technique pour permettre aux ménages de participer aux programmes de formation aux techniques agricoles et aux activités génératrices de revenus, construire des actifs communautaires et empêcher que les semences distribuées pour les nouveaux semis après une catastrophe ne soient consommées ou vendues.

Le PAM a mis en place l'environnement d'informations spatiales pour l'évaluation et le suivi de la vulnérabilité au siège et au bureau régional du Caire, à titre pilote. Ce système a été mis au point conjointement avec la FAO et d'autres organismes pour permettre au personnel d'avoir accès aux bases de données et aux cartes de la sécurité alimentaire, de les organiser et de les partager. La FAO et le PAM ont collaboré étroitement, aux niveaux des sièges, des pays et des districts, à la collecte et à l'analyse de données sur la sécurité alimentaire, et appuyé le Système d'information et de cartographie de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité (SICIAV).

Le PAM et le FIDA ont réalisé ou planifié des activités conjointes dans 19 pays pour aider plus de 2,5 millions de personnes vivant dans la misère et l'insécurité alimentaire. Le PAM a fourni des produits alimentaires pour compléter les programmes de remise sur pied de l'infrastructure rurale du FIDA et ses activités de promotion du microcrédit et de l'épargne. En Chine, par exemple, tous les projets des deux institutions ont été ciblés, exécutés et suivis conjointement, ce qui a amélioré le ratio coût-efficacité des activités.

Collaboration avec d'autres organismes du système des Nations Unies

Collaboration avec l'UNICEF: Un fonctionnaire de l'UNICEF a été détaché auprès du PAM, sur la base d'un accord de prêt remboursable, pour contribuer à identifier les moyens de resserrer la collaboration entre le PAM et l'UNICEF. Les deux institutions ont lancé un nouveau partenariat pour promouvoir l'éducation, la nutrition et la santé des enfants d'âge scolaire au moyen d'une enveloppe "minimum" d'interventions efficaces et économiques. Les bureaux de l'UNICEF et du PAM dans 17 pays ont collaboré à la fourniture de cette enveloppe de services, qui comprend une alimentation scolaire, un appui à l'éducation élémentaire, la promotion de l'éducation des filles, des activités systématiques de déparasitage et l'aménagement de systèmes d'approvisionnement en eau potable et de latrines.

Collaboration avec le HCR: En juillet 2002, le PAM et le HCR ont signé un nouveau mémorandum d'accord pour renforcer l'assistance qu'ils fournissent ensemble à des millions de réfugiés, de rapatriés et de personnes déplacées. Les nouveautés sont les suivantes: élargir la portée de l'évaluation conjointe afin d'englober l'ensemble des secours requis (y compris les articles non

alimentaires); renforcer le processus conjoint de prise de décisions et d'exécution; mettre un accent plus marqué sur les activités tendant à autonomiser les bénéficiaires; et améliorer les mécanismes redditionnels et la transparence, par exemple au moyen d'une collecte plus régulière de données. Les deux institutions sont convenues que le PAM assumerait sur une base pilote la responsabilité de la distribution finale de l'aide alimentaire dans le cadre de cinq opérations et que l'on discuterait de la possibilité pour le PAM d'assumer intégralement cette responsabilité à l'avenir.

Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies: L'ancien Directeur exécutif du PAM, Catherine Bertini, a été élue Présidente du Comité permanent de la nutrition en août 2002 pour un mandat de deux ans. En sa qualité de conférencière invitée lors du Colloque sur la nutrition dans le contexte des crises et des conflits, elle a mis en relief la nécessité de cibler les activités sur les femmes dans les situations d'urgence.

Collaboration avec d'autres partenaires

La huitième consultation annuelle PAM/ONG a débouché sur l'approbation du nouvel accord PAM/ONG sur les opérations de terrain, qui harmonise les modalités des partenariats créés dans les divers pays et régions. Cet accord définit les rôles et responsabilités du PAM et des ONG associées en ce qui concerne la distribution des produits alimentaires et le suivi. Un bulletin a été lancé afin de tenir les ONG informées des principales activités nouvelles du PAM, et l'on s'est employé à resserrer la collaboration avec la communauté des ONG italiennes, notamment au moyen d'une consultation spéciale avec huit d'entre elles qui a été organisée en consultation avec le Ministère des affaires étrangères de l'Italie. Au Malawi, un consortium de représentants du gouvernement et d'ONG a été créé afin de coordonner et d'assurer les distributions de produits alimentaires au niveau des districts.

Coopération avec la Banque mondiale

Le PAM et la Banque mondiale ont collaboré dans 12 pays et fourni une assistance directe à plus de 1,4 million de personnes, notamment au moyen d'activités conjointes dans les domaines de l'alimentation scolaire, du déparasitage et de la nutrition maternelle et infantile. En décembre, le Directeur exécutif du PAM s'est entretenu avec la direction de la Banque mondiale pour déterminer les pays où les ressources des deux institutions pourraient au mieux être conjuguées, particulièrement pour la mise en oeuvre d'initiatives relatives à l'éducation, la nutrition et à la lutte contre le VIH/SIDA. Dans un premier temps, ce processus sera axé sur les pays pouvant bénéficier de l'initiative accélérée en vue de l'éducation pour tous, à laquelle pourraient beaucoup contribuer les activités d'alimentation scolaire du PAM. Un premier examen prospectif conjoint du Programme pour l'Éthiopie, le Malawi et la Zambie est prévu pour 2003 et d'autres missions conjointes sont en préparation.

Un système trop sollicité

Pour marquer la Journée mondiale de l'alimentation, le 16 octobre, le PAM a exprimé des inquiétudes au sujet de son incapacité croissante de répondre pleinement aux crises alimentaires qui se multiplient, en dépit de la générosité des pays donateurs et des énormes sacrifices des travailleurs humanitaires. On constatait une montée subite de nouveaux besoins, principalement sous l'effet de catastrophes dues aux conditions météorologiques et au VIH/SIDA. Le système s'en trouvait débordé.

Chaque année dans la décennie 90, 211 millions de personnes en moyenne ont été frappées par des catastrophes naturelles – soit sept fois le nombre de celles qui ont été tuées ou gravement affectées par un conflit.

En Afrique australe, la sécheresse a été la cause principale de la faim, menaçant environ 14,4 millions de personnes. En même temps, une autre sécheresse a gravement menacé la Corne de l'Afrique, où pour la seule Ethiopie l'effectif des personnes en danger a bondi à un niveau compris entre 10 et 14 millions.

À l'autre extrémité du continent, les troubles civils en Côte d'Ivoire menaçaient jusqu'à quatre millions de personnes. En Mauritanie, la sécheresse causait de graves difficultés et s'étendait à cinq pays voisins, affectant jusqu'à 1,5 millions de personnes.

En Amérique centrale, plus de 1,5 millions de personnes ont vu leurs approvisionnements alimentaires se réduire comme peau de chagrin sous l'effet de la sécheresse. Au delà de l'océan, l'Asie luttait contre les inondations. En Afghanistan, quatre ans de sécheresse et de conflit continuaient de faire des ravages dans la vie de près de dix millions de personnes.

Dépendant de contributions volontaires, le PAM s'est trouvé pris en tenaille entre les besoins croissants de millions de personnes affamées et des budgets gouvernementaux déjà très sollicités dans une conjoncture économique mondiale peu favorable.

"Nous devrons trouver de nouveaux mécanismes pour répondre. Cela exigera des gouvernements de la détermination et de l'imagination, et il faudra aussi l'appui sincère des citoyens ordinaires qui doivent décider dans quel type de société ils veulent vivre."

James Morris, Directeur exécutif du PAM

Mobilisation de ressources

Le Programme a reçu pour 1,806 milliard de dollars de contributions confirmées en 2002. Bien que ce chiffre soit inférieur de 5 pour cent au montant record des contributions reçues en 2001, il n'en prend pas moins le second rang dans l'histoire du PAM. Cependant, même ce très considérable appui n'a pas permis de couvrir les besoins opérationnels du Programme. Les trois quarts seulement des 2,415 milliards de dollars dont il était besoin ont été couverts au moyen de nouvelles contributions.

Il a été reçu 1,4 milliard de contributions en espèces, soit 75 pour cent du total, tandis que le reste a revêtu la forme de contributions en produits et en services, notamment de transport.

Cette proportion des contributions en espèces est légèrement supérieure à la moyenne de 73 pour cent enregistrée sur les cinq dernières années. La proportion des contributions multilatérales au PAM est demeurée stable, à 19 pour cent du total, bien qu'en chiffres absolus, elle soit tombée de 370 millions à 351 millions de dollars.

Le montant record de 1,043 milliard de dollars a été reçu pour les opérations d'urgence, plus 13 millions de dollars pour le CII, ce qui a permis de couvrir 76 pour cent des ressources en espèces approuvées pour les opérations d'urgence. Les contributions apportées pour les IPSR se sont montées à 470 millions de dollars, soit 96 pour cent des besoins. La catégorie la plus touchée a été celle des activités de développement: les nouvelles contributions, soit 215 millions de dollars au total, n'ont couvert que 50 pour cent des besoins.

Donateurs

Pour la deuxième année consécutive, plus de la moitié des ressources du PAM sont venues des États-Unis, dont la contribution a presque atteint la barre du milliard de dollars, avec 930 millions de dollars. Le PAM, tout en se félicitant de la généreuse contribution qu'ont continué d'apporter les États-Unis, s'est employé surtout, dans ses efforts de mobilisation de ressources, à élargir le soutien fourni par les autres principaux donateurs et à exploiter de nouvelles sources de contributions. Des progrès considérables ont été accomplis sur cette voie et les contributions de la Commission européenne et des États membres de l'Union européenne ont dépassé de 200 millions de dollars celles de 2001.

Ainsi, 16 des 20 principaux donateurs ont accru leurs contributions, de plus de 20 pour cent pour 11 d'entre eux, par comparaison avec 2001 (Commission européenne, Royaume-Uni, Australie, Canada, Norvège, Suisse, Finlande, Kenya, Irlande, Belgique et Inde).

Les contributions provenant de donateurs non habituels (nouveaux gouvernements donateurs, secteur privé, ONG et organisations intergouvernementales) se sont montées au total à 25 millions de dollars, soit près de 2 pour cent du total.

Deux nouveaux donateurs — le Kenya et l'Inde — se sont joints à la liste des 20 principaux donateurs. Des contributions faisant date ont également été reçues de l'Oman, du Honduras, du Bangladesh, de Cuba, de la Pologne, de la Malaisie, de l'Érythrée, de Singapour, de l'Algérie, du Pérou, de la République dominicaine, du Nicaragua, du Maroc et du Panama. Les contributions des nouveaux gouvernements donateurs ont atteint au total 19 millions de dollars, soit 1 pour cent des contributions totales pour 2002 et 7 millions de dollars de plus que l'année précédente.

Les contributions du secteur privé ont augmenté elles aussi, passant de 3 millions de dollars en 2001 à près de 5 millions de dollars en 2002. Le financement reçu des Amis du PAM aux États-Unis a augmenté de plus de 50 pour cent. En outre, des organisations et particuliers du Japon, du Royaume-Uni et d'autres régions du monde ont fait pour aider le PAM des dons spontanés dont la valeur a dépassé 2 millions de dollars. Le Programme a lancé son mécanisme de dons en ligne en août 2002 et, au cours des cinq premiers mois de l'opération, plus de 700 particuliers ont versé pour plus de 71 000 dollars de dons.

Plaidoyer

En 2002, le PAM a mis en œuvre diverses stratégies de plaidoyer, avec notamment consultations, campagnes de publicité, expositions, projets communs avec d'autres organismes et formations.

Plaidoyer dans le cadre de l'ONU: En qualité d'Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'Afrique australe, le Directeur exécutif a plaidé en faveur de tous les organismes des Nations Unies qui apportent des secours humanitaires dans la région. Le Directeur exécutif a lancé à Tokyo l'appel commun 2003 pour l'Afrique australe. Le PAM

a continué d'être le principal animateur du processus d'appels communs en 2002.

Le PAM a associé ses forces avec le Nouveau partenariat économique pour le développement de l'Afrique et avec le G8 pour promouvoir l'alimentation scolaire au bénéfice de 40 millions d'enfants en Afrique sub-saharienne. Le G8 s'est engagé à appuyer cette proposition dans son plan d'action pour l'Afrique.

Alerte à la faim en Afrique: Le PAM a officiellement lancé la campagne *"Alerte à la faim en Afrique"*, destinée à appeler l'attention internationale sur la crise sans précédent de la faim qui s'est emparée du continent africain, où environ 40 millions de personnes étaient menacées par la famine.

La campagne a principalement visé les organisations populaires, comme les organismes caritatifs nationaux et locaux, les groupes de plaidoyer, les églises, les ONG, les écoles, les universités et le grand public.

Cette campagne est venue fédérer un nombre de plus en plus grand d'initiatives spontanées nées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie.

En tant que participant parmi d'autres à une campagne mondiale ouverte à tous les organismes ou personnes privées, le PAM a mis son site Web au service de l'information sur la situation d'urgence et d'un forum d'idées. Les organismes participants ont été encouragés à créer leurs propres sites afin de générer des ressources dont le besoin était urgent, et les citoyens ont été incités à faire pression sur les gouvernements.

Le Projet nordique de plaidoyer: Le PAM a chargé un consultant de réaliser une étude en vue d'une éventuelle campagne de plaidoyer et de publicité dans les médias au Danemark, en Norvège, en Suède et en Finlande pour appréhender comment l'opinion de chacun de ces pays envisageait la question de l'aide humanitaire et mesurer la notoriété du PAM.

La mission a conclu qu'il existait un bon potentiel pour attirer davantage l'attention des médias dans chacun des quatre pays. La campagne de quatre semaines, axée sur les pénuries alimentaires en Afrique australe et sur les programmes d'alimentation scolaire, a été suivie par la diffusion de 18 articles, quatre dépêches d'agences, sept émissions de télévision et une émission de radio, à comparer aux neuf articles seulement sur les mêmes thèmes au cours du mois ayant précédé la campagne.

Problématique hommes-femmes

En octobre 2002, le Conseil d'administration a approuvé une politique de promotion de l'égalité entre les sexes pour 2003–2007, fondée sur une évaluation thématique des Engagements du PAM en faveur des femmes (1996–2001), des consultations avec les fonctionnaires et les organisations partenaires et des études approfondies de plusieurs pays. Cette politique contient huit engagements renforcés en faveur des femmes, assortis d'objectifs spécifiques en matière de programmation, de plaidoyer et de ressources humaines. Aux termes de ces engagements, le PAM doit:

- satisfaire les besoins nutritionnels spécifiques des femmes enceintes, des mères allaitantes et des adolescentes;

- élargir les activités tendant à promouvoir la fréquentation scolaire des filles;
- faire en sorte que les femmes bénéficient au moins autant que les hommes des actifs créés au moyen des activités vivres pour la formation et vivres pour la création d'actifs;
- aider les femmes à contrôler les rations alimentaires distribuées aux ménages dans le contexte des opérations de secours;
- assurer une représentation égale des femmes au sein des comités de distribution des produits d'aide alimentaire;
- intégrer la problématique hommes-femmes à ses programmes, y compris dans le contexte des analyses de situation et des budgets;
- jouer un rôle de plaidoyer pour mettre en relief le rôle clé que jouent les femmes dans la sécurité alimentaire des ménages et encourager les hommes à appuyer les efforts tendant à éliminer les différences entre les sexes; et
- continuer d'avancer sur la voie de l'égalité entre hommes et femmes parmi son personnel et de la formulation de politiques de gestion des ressources humaines tenant compte des sexospécificités.

Les éléments nouveaux de la politique de promotion de l'égalité entre les sexes sont notamment l'établissement au nom des femmes des cartes de rations utilisées lors des distributions de secours, l'appui croissant en faveur des adolescentes, l'accent mis sur les activités de préparation à la vie des femmes et des adolescentes et des efforts accrus de sensibilisation au rôle des femmes dans la sécurité alimentaire. Cette politique comporte également un plan d'exécution et un programme d'études de référence et de suivi, l'élaboration de directives et une formation du personnel du PAM et des organismes partenaires.

Tableau des effectifs et équilibre entre les sexes

Le PAM a continué d'avancer sur la voie de l'objectif fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies pour parvenir à une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans le personnel. Entre 1992 et 2002, la proportion de fonctionnaires de sexe féminin dans la catégorie des administrateurs du cadre organique à recrutement international est passée de 18 à 39 pour cent, soit 2 pour cent de plus qu'en 2001. Si l'on considère tous les fonctionnaires titulaires d'engagements d'une durée égale ou supérieure à un an, le pourcentage atteint 44 pour cent, soit 1 pour cent de plus qu'en 2001.

Fin 2001, des directives ont été publiées afin d'améliorer l'équilibre entre hommes et femmes parmi le personnel local des bureaux de pays, dont 26 pour cent sont des femmes. Les responsables du recrutement ont été invités à adopter des mesures immédiates pour accroître la proportion de fonctionnaires de sexe féminin. Comme le prévoit la politique concernant l'égalité entre les sexes, au moins 50 pour cent des fonctionnaires du cadre organique et des agents des services généraux recrutés sur le plan international et national et 75 pour cent du total des surveillants locaux des distributions d'aide alimentaire doivent être des femmes. Des efforts

FONCTIONNAIRES TITULAIRES D'ENGAGEMENTS CONTINUS OU D'UNE DURÉE DÉTERMINÉE ÉGALE OU SUPÉRIEURE À UN AN AU 31 DÉCEMBRE 2002

Catégorie	Nombre total de fonctionnaires	Nombre de femmes	Pourcentage de femmes
Catégories supérieures (D-2 et au-dessus)	27	7	26%
Cadre organique (P-1 à D-1)	888	353	40%
Total partiel	**915**	**360**	**39%**
Administrateurs auxiliaires	65	45	69%
Volontaires des Nations Unies	108	36	33%
Administrateurs nationaux	189	76	40%
Total, fonctionnaires du cadre organique et des catégories supérieures	**1 277**	**517**	**40%**
Agents des services généraux	1 407	664	47%
TOTAL DES EFFECTIFS DU PAM[1]	**2 684**	**1 181**	**44%**

Nota
1 Ce chiffre ne comprend pas les personnels temporaires titulaires d'engagements de moins de 12 mois.
Source: PAM, Division des ressources humaines, 2003.

particuliers devront être déployés aussi pour recruter des femmes qualifiées dans les domaines où elles sont particulièrement sous-représentées ainsi que pour accroître la proportion de femmes aux postes de direction, spécialement dans les opérations d'aide humanitaire.

Suivi des conférences internationales

L'année 2002 a marqué une période de transition pendant laquelle ont été tenues des conférences internationales concernant certains des objectifs de développement du Millénaire et des mesures ont été adoptées simultanément pour améliorer dans l'avenir le suivi des objectifs fixés au système des Nations Unies lors du Sommet du Millénaire.

En ce qui concerne la réalisation des objectifs de développement du Millénaire, le rôle du PAM consiste à fournir une aide alimentaire appropriée sur la base d'une approche multisectorielle. En 2002, il a été constitué dans le cadre du Projet du Millénaire dix équipes spéciales chargées de passer en revue les progrès réalisés sur la voie des objectifs de développement du Millénaire ainsi que d'identifier, en établissant entre eux un ordre de priorité, des stratégies et programmes efficaces pour atteindre ces objectifs. Le PAM participe à trois équipes spéciales: réduction de la pauvreté, lutte contre la faim et éducation et parité entre les sexes. Les bureaux de pays appuient également la préparation de rapports nationaux sur la réalisation des objectifs de développement du Millénaire, par exemple en Albanie, au Népal et en République-Unie de Tanzanie.

Rapport annuel 2002

Annexes

Annexe 1: PROFIL DE L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LE MONDE 1997–2002*

	1997	1998	1999	2000	2001	2002*
			Aide alimentaire (en millions de tonnes)			
1) **Total**	**7,3**	**8,4**	**15,0**	**11,3**	**10,8**	**9,6**
Céréales	6,5	7,4	13,4	9,8	9,3	8,1
Produits autres que les céréales	0,8	1,0	1,7	1,5	1,5	1,5
			Pourcentage de l'aide alimentaire mondiale			
2) Achats dans les pays en développement	19,2	15,9	7,4	13,7	11,8	10,6
3) Livraisons, par modalité						
Aide bilatérale	30,9	41,5	54,9	39,6	27,9	30,3
Aide multilatérale	41,8	32,1	26,8	35,9	41,9	39,2
ONG	27,3	26,4	18,3	24,5	30,1	30,5
4) Livraisons d'aide alimentaire par catégorie d'activités						
Programmes	24,1	33,9	52,4	26,2	21,0	21,5
Secours	44,7	35,7	32,0	50,0	50,9	49,0
Projets	31,2	30,4	15,6	23,8	28,1	29,5
5) Livraisons d'aide alimentaire par région						
Afrique subsaharienne	33,1	33,0	18,5	35,2	33,1	31,1
Sud et est de l'Asie	38,4	40,4	33,9	28,0	37,6	38,7
Europe et CEI	14,5	10,3	36,2	20,0	12,0	10,1
Amérique latine et Caraïbes	8,8	11,8	8,1	7,3	9,2	12,3
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,1	4,4	3,3	9,4	8,1	7,8
6) Livraisons aux:						
Pays en développement	98,3	98,8	69,8	87,6	97,6	98,8
PFRDV	90,1	85,4	61,8	75,7	83,0	84,1
PMA	47,9	43,8	30,4	39,4	42,0	38,0
7) Livraisons totales d'aide alimentaire sous forme de céréales en pourcentage:						
De la production mondiale de céréales	0,3	0,4	0,7	0,5	0,5	0,4
Des importations mondiales de céréales	3,0	3,3	5,6	4,2	3,9	3,4
8) Livraisons d'aide alimentaire sous forme de céréales aux PFRDV, en pourcentage:						
De la production de céréales des PFRDV	0,8	0,8	1,1	1,0	1,0	0,9
Des importations de céréales des PFRDV	7,6	8,8	11,5	10,5	10,1	8,8

* Les principales tendances en 2002 ont été les suivantes:

- Les livraisons mondiales d'aide alimentaire ont représenté 9,6 millions de tonnes, soit 11 pour cent de moins que les 10,8 millions de tonnes livrées en 2001.
- Les livraisons d'aide alimentaire d'urgence, avec 4,7 millions de tonnes, ont représenté presque la moitié des livraisons mondiales en 2002 et ont été de 15 pour cent inférieures à celles de 2001. Les livraisons d'aide alimentaire pour l'exécution de projets ont légèrement diminué par rapport à 2001 pour tomber de 3,0 à 2,8 millions de tonnes.
- L'aide alimentaire fournie sur une base bilatérale de gouvernement à gouvernement a diminué: 2,1 millions de tonnes en 2002 contre 2,3 millions de tonnes en 2001.
- La principale région bénéficiaire a été le sud et l'est de l'Asie, qui a reçu presque 40 pour cent des livraisons d'aide alimentaire en 2002.
- En 2002, 97 pays ont reçu une aide alimentaire. Les principaux pays bénéficiaires ont été la République populaire démocratique de Corée, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Éthiopie et l'Inde.
- Les États-Unis ont, cette année encore, été le plus gros donateur, fournissant plus de 64 pour cent du total mondial. Le reste a été fourni par 67 différents donateurs, dont 46 gouvernements.
- En 2002, 39 pour cent de l'aide alimentaire a été livrée par des organismes multilatéraux, dont 99 pour cent par le biais du Programme alimentaire mondial, 31 pour cent par des ONG et 30 pour cent a été fournie au plan bilatéral.
- Sur les 9,6 millions de tonnes d'aide alimentaire livrées en 2002, 3,3 millions de tonnes ont été vendues et 6,3 millions de tonnes ont effectivement été distribuées aux bénéficiaires ciblés. La proportion représentée par les produits alimentaires vendus et par l'aide non affectée est passée de 28 pour cent en 2001 à 34 pour cent en 2002.

Annexe 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM[1] PAR RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 1999-2002 *(en milliers de dollars)*

	1999		2000		2001		2002[2]	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
TOTAL GÉNÉRAL	1 429 570	100	1 158 283	100	1 776 438	100	1 592 160	100
DÉVELOPPEMENT	246 449	17	184 966	16	231 059	13	194 692	12
SECOURS	1 089 295	76	920 310	79	1 421 350	80	1 282 791	81
Urgence	797 379		576 873		1 006 227		867 053	
IPS/IPSR	291 916		343 438		415 123		415 738	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	34 147	2	25 856	2	32 184	2	36 651	2
FONDS FIDUCIAIRES/BILATÉRAUX[3]	55 369	4	19 705	2	45 772	3	38 609	2
AUTRES[4]	4 311	0	7 446	0	46 072	3	39 416	3
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	633 456		637 459		885 644		899 374	
Pourcentage pour l'ensemble des régions	44		55		50		56	
DÉVELOPPEMENT	83 658	13	55 286	9	99 279	11	89 075	10
SECOURS	509 442	80	558 077	88	761 955	86	794 257	88
Urgence	317 097		348 512		459 455		476 630	
IPS/IPSR	192 345		209 565		302 500		317 627	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	11 646	2	13 042	2	18 437	2	14 178	2
FONDS FIDUCIAIRES/BILATÉRAUX[3]	28 709	5	11 055	2	5 972	1	1 864	0
ASIE	480 392		338 669		565 719		454 316	
Pourcentage pour l'ensemble des régions	34		29		32		29	
DÉVELOPPEMENT	100 803	21	79 514	23	81 033	14	66 370	15
SECOURS	370 183	77	252 092	74	469 351	83	360 182	79
Urgence	308 152		157 781		408 263		317 652	
IPS/IPSR	62 031		94 311		61 088		42 530	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	5 317	1	3 517	1	13 308	2	21 724	5
FONDS FIDUCIAIRES/BILATÉRAUX[3]	4 089	1	3 546	1	2 027	0	6 040	1

Annexe 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM[1] PAR RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 1999-2002 *(en milliers de dollars)*

	1999		2000		2001		2002[2]	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
EUROPE ORIENTALE ET CEI	139 077		84 011		166 162		86 788	
Pourcentage pour l'ensemble des régions	10		7		9		5	
SECOURS	136 055	98	86 186	100	153 657	92	86 418	100
Urgence	122 645		66 124		127 801		52 862	
IPS/IPSR	13 410		20 061		25 856		33 556	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	4 012	3	-2 212		493	0	235	0
FONDS FIDUCIAIRES/BILATÉRAUX[3]	-989		39	0	12 013	7	134	0
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	117 830		42 030		57 157		40 253	
Pourcentage pour l'ensemble des régions	8		4		3		2	
DÉVELOPPEMENT	37 995	32	29 583	70	38 565	67	26 408	65
SECOURS	67 559	57	12 302	29	18 591	33	13 845	35
Urgence	50 779		566		7 238		3 967	
IPS/IPSR	16 780		11 737		11 353		9 879	
FONDS FIDUCIAIRES/BILATÉRAUX[3]	12 276	10	145	0	-	-	-	-
MOYENT-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	54 504		48 667		55 491		71 817	
Pourcentage pour l'ensemble des régions	4		4		3		5	
DÉVELOPPEMENT	23 993	44	20 584	42	12 182	22	12 696	18
SECOURS	6 055	11	11 654	24	17 549	32	28 088	39
Urgence	-1 295		3 889		3 224		15 940	
IPS/IPSR	7 350		7 765		14 325		12 148	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	13 172	24	11 509	24	-	-	461	1
FONDS FIDUCIAIRES/BILATÉRAUX[3]	11 284	21	4 920	10	25 761	46	30 571	43

1 À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

2 Chiffres provisoires.

3 De 1999 à 2000, les dépenses au titre des Fonds fiduciaires comprennent les opérations bilatérales, les programmes des administrateurs auxiliaires et d'autres fonds fiduciaires. En 2001, seulement les opérations bilatérales sont incluses.

4 Les dépenses opérationnelles telles que le Fonds général, les coûts d'assurance et, depuis 2001, les Fonds fiduciaires, qui ne peuvent être ventilées par projet/opération.

Note:
Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.
- = dépenses nulles
0 = dépenses inférieures à 500 dollars E.-U.

Annexe 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM[1] PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 1999-2002 *(en milliers de dollars)*

	1999					2000					2001					2002[2]				
	Dévelop-pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduc.[8]	Total	Dévelop-pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduc.[8]	Total	Dévelop-pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduc.[8]	Total	Dévelop-pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduc.[8]	Total
AFRIQUE SUBSAHARIENNE																				
Angola	1 530	87 721	4 065	900	**94 216**	4	72 321	4 940	2 015	**79 281**	10	87 534	6 891	523	**94 958**	0	103 484	5 071	1	**108 556**
Bénin	820	(38)	-	77	**859**	1 745	-	-	73	**1 818**	1 835	-	-	-	**1 835**	1 666	-	-	-	**1 666**
Botswana	3	-	-	-	**3**	2	-	-	-	**2**	-	-	-	-	**-**	-	-	-	-	**-**
Burkina Faso[6]	5 058	(27)	-	22	**5 052**	564	104	-	79	**747**	1 680	494	-	-	**2 174**	2 861	226	-	230	**3 317**
Burundi[3]	2 533	106	-	319	**2 958**	398	2 530	-	250	**3 178**	1 894	22 018	768	35	**24 715**	257	12 873	869	43	**14 042**
Cameroun	4 008	1 493	-	(2)	**5 498**	394	(122)	-	19	**290**	1 089	313	-	-	**1 402**	1 641	130	-	-	**1 771**
Cap-Vert	96	-	-	1	**97**	851	-	-	(1)	**850**	756	-	-	-	**756**	1 625	686	-	-	**2 311**
République centrafricaine	1 153	(4)	-	29	**1 178**	1 069	63	-	-	**1 133**	661	51	-	-	**711**	1 378	1 420	-	-	**2 798**
Tchad[7]	2 721	(431)	-	1	**2 291**	2 693	619	-	43	**3 355**	2 127	8 675	-	-	**10 803**	3 126	1 086	-	-	**4 212**
Comores	-	150	-	-	**150**	-	7	-	-	**7**	-	-	-	-	**-**	-	-	-	-	**-**
Congo[3]	0	5 008	-	-	**5 008**	-	3 221	-	-	**3 221**	-	2 659	-	-	**2 659**	-	2 390	-	-	**2 390**
Congo, Rép. dém. du[3]	1 479	11 912	-	957	**14 348**	107	12 591	-	349	**13 047**	17	32 515	910	613	**34 054**	0	41 051	1 139	(1)	**42 189**
Côte d'Ivoire[4]	878	-	-	2 112	**2 990**	953	-	-	(120)	**833**	1 246	21	-	2 720	**3 987**	1 388	1 139	-	1 539	**4 066**
Djibouti	(15)	2 257	-	1	**2 242**	40	2 900	1 522	-	**4 461**	149	6 587	950	-	**7 686**	454	4 995	67	-	**5 516**
Guinée équatoriale	3	-	-	-	**3**	-	-	-	-	**-**	-	-	-	-	**-**	-	-	-	-	**-**
Érythrée	-	2 375	-	70	**2 444**	-	32 424	276	397	**33 097**	-	45 844	545	-	**46 389**	-	22 221	(15)	-	**22 206**
Éthiopie	28 796	56 970	-	3 350	**89 117**	15 660	159 694	-	4 526	**179 880**	26 828	140 070	1 530	2 075	**170 504**	18 849	108 988	177	2	**128 016**
Gabon	-	-	-	-	**-**	-	582	-	-	**582**	-	299	-	-	**299**	-	311	-	-	**311**
Gambie[7]	1 250	-	-	-	**1 250**	1 503	-	-	-	**1 503**	2 085	96	-	-	**2 181**	1 170	0	-	-	**1 170**
Ghana[4]	1 123	132	-	88	**1 344**	1 427	4	-	5	**1 435**	1 166	-	-	-	**1 166**	954	137	-	-	**1 091**
Guinée[4]	508	4 944	-	-	**5 452**	1 348	(281)	-	-	**1 067**	119	9 294	216	-	**9 629**	1 340	9 131	515	-	**10 986**
Guinée-Bissau	(408)	6 978	-	-	**6 569**	(20)	825	-	-	**804**	-	1 251	-	-	**1 251**	-	2 251	-	-	**2 251**
Kenya	3 286	12 066	0	20 364	**35 716**	2 209	79 612	-	3 321	**85 142**	4 163	118 637	-	-	**122 800**	4 356	53 889	-	57	**58 302**
Lesotho	1 477	(2)	-	286	**1 762**	750	(5)	-	(19)	**726**	1 045	-	-	-	**1 045**	1 910	8 452	-	-	**10 362**
Libéria[4]	9	43 856	1 793	0	**45 658**	-	29 006	(828)	4	**28 182**	1 244	5 623	-	-	**6 867**	1 522	8 828	-	-	**10 350**
Madagascar	1 138	68	-	117	**1 322**	1 612	2 406	1 027	85	**5 130**	4 262	696	217	-	**5 175**	4 242	324	190	-	**4 756**
Malawi	2 165	8 902	-	28	**11 095**	1 770	(125)	-	37	**1 683**	6 003	1 182	-	-	**7 185**	4 127	45 231	1 590	-	**50 948**
Mali[6]	1 563	674	-	(67)	**2 169**	1 902	976	-	45	**2 922**	3 289	1 157	-	-	**4 446**	4 189	1 367	-	-	**5 556**
Mauritanie[6,7]	1 820	(701)	-	1 752	**2 872**	1 636	(2)	-	(3)	**1 631**	3 418	-	-	-	**3 418**	2 703	3 102	-	-	**5 805**
Maurice	63	-	-	-	**63**	-	-	-	-	**-**	-	-	-	-	**-**	-	-	-	-	**-**

Annexe 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM[1] PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 1999-2002 *(en milliers de dollars)*

	1999					2000					2001					2002[2]				
	Dévelop-pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduc.[8]	Total	Dévelop-pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduc.[8]	Total	Dévelop-pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduc.[8]	Total	Dévelop-pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduc.[8]	Total
Mozambique	3 283	1 664	-	(1 347)	**3 600**	2 412	17 219	5 277	377	**25 286**	7 481	7 571	3 360	-	**18 412**	8 822	14 666	2 000	-	**25 488**
Namibie	0	502	-	-	**502**	-	531	-	-	**531**	-	1 094	-	-	**1 094**	-	1 271	-	-	**1 271**
Niger[6,7]	1 913	-	-	(6)	**1 907**	3 210	-	-	(3)	**3 207**	5 814	1 617	-	-	**7 432**	3 781	387	-	-	**4 168**
Rwanda[3]	985	89 407	300	(324)	**90 368**	394	52 869	(547)	(95)	**52 620**	1 135	8 288	822	-	**10 245**	2 595	12 202	231	-	**15 028**
Sao Tomé-et-Principe	189	-	-	-	**189**	1 081	-	-	-	**1 081**	499	-	-	-	**499**	457	-	-	-	**457**
Sénégal[7]	3 920	8 419	-	108	**12 447**	2 800	8 284	-	(13)	**11 071**	1 913	255	-	-	**2 168**	2 839	1 027	-	-	**3 866**
Sierra Leone[4]	39	1 351	2 086	106	**3 582**	-	1 837	1 562	28	**3 427**	-	14 599	2 141	6	**16 747**	-	20 588	1 015	(6)	**21 597**
Somalie	-	15 149	174	(211)	**15 111**	-	10 531	(1 432)	159	**9 257**	-	6 668	87	-	**6 754**	-	8 441	-	-	**8 441**
Soudan	2 541	127 846	3 179	(75)	**133 492**	1 953	50 507	1 115	93	**53 668**	8 702	113 624	1	-	**122 327**	3 282	96 380	383	-	**100 045**
Swaziland	-	14	-	-	**14**	-	-	-	-	**-**	-	-	-	-	**-**	-	2 999	-	-	**2 999**
Tanzanie[3]	506	6 142	50	(11)	**6 687**	1 647	(1 194)	-	(679)	**(225)**	2 328	52 013	-	-	**54 341**	1 406	30 282	-	-	**31 688**
Ouganda[3]	1 756	13 093	-	45	**14 894**	1 401	15 257	-	72	**16 730**	2 928	24 201	-	-	**27 129**	2 476	22 956	-	-	**25 432**
Zambie	5 469	1 447	-	20	**6 935**	1 771	2 873	107	12	**4 762**	3 393	10 049	-	-	**13 442**	3 547	41 827	-	-	**45 374**
Zimbabwe	-	-	-	-	**-**	-	13	-	-	**13**	-	1 236	-	-	**1 236**	-	89 291	-	-	**89 291**
Autres dépenses régionales	-	-	-	-	**-**	-	-	23	-	**23**	-	35 725	-	-	**35 725**	113	18 228	945	-	**19 286**
TOTAL POUR LA RÉGION	**83 658**	**509 442**	**11 646**	**28 709**	**633 456**	**55 286**	**558 077**	**13 042**	**11 055**	**637 459**	**99 279**	**761 955**	**18 437**	**5 972**	**885 644**	**89 075**	**794 257**	**14 178**	**1 864**	**899 374**
ASIE																				
Afghanistan	-	41 918	-	-	**41 918**	-	43 389	-	6	**43 394**	-	118 473	356	-	**118 829**	-	131 546	3 596	-	**135 142**
Bangladesh	29 767	32 200	-	(544)	**61 422**	16 008	177	-	1 517	**17 702**	29 307	16 694	-	448	**46 450**	24 131	10 312	-	2 523	**36 966**
Bhoutan	1 336	-	-	(15)	**1 321**	1 434	-	-	14	**1 448**	2 075	-	-	-	**2 075**	2 800	-	-	-	**2 800**
Cambodge	-	13 624	-	1	**13 624**	2 036	19 287	-	55	**21 377**	1 171	26 140	-	-	**27 312**	1 301	16 333	-	1 608	**19 242**
Chine	14 054	42 455	-	2 961	**59 469**	14 610	299	-	(869)	**14 040**	11 687	-	-	882	**12 569**	12 657	-	-	1 837	**14 494**
Timor oriental	-	4 298	4 946	-	**9 244**	-	16 488	4 433	-	**20 922**	-	3 905	2 614	-	**6 519**	-	889	66	-	**955**
Inde	27 049	168	-	166	**27 383**	26 432	1 177	-	138	**27 746**	17 889	3 747	-	-	**21 636**	9 817	434	-	-	**10 251**
Indonésie	16	13 396	-	-	**13 411**	-	52 131	-	-	**52 131**	-	15 710	-	-	**15 710**	-	11 060	-	-	**11 060**
Corée, RPD de	-	214 079	-	(18)	**214 062**	-	112 262	-	1 038	**113 300**	-	233 515	-	-	**233 515**	-	101 879	796	60	**102 735**
Laos, Rép. dém. pop. du	-	(228)	-	(74)	**(302)**	489	180	-	12	**681**	986	1 800	-	-	**2 786**	2 375	1 116	-	-	**3 491**

Annexe 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM[1] PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 1999-2002 *(en milliers de dollars)*

	1999					2000					2001					2002[2]				
	Dévelop-pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduc.[8]	Total	Dévelop-pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduc.[8]	Total	Dévelop-pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduc.[8]	Total	Dévelop-pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduc.[8]	Total
Myanmar	-	-	-	1 473	**1 473**	-	-	-	1 314	1 314	-	653	-	696	1 349	-	1 472	-	12	1 484
Népal	7 252	3 922	-	182	**11 356**	2 464	3 569	-	84	6 117	10 805	5 870	-	-	16 675	7 971	4 880	-	-	12 851
Pakistan	10 051	2 250	379	(51)	**12 630**	4 411	910	(916)	62	4 467	6 293	4 600	-	-	10 893	2 357	7 309	9	-	9 675
Papouasie-Nouvelle-Guinée	-	-	(8)	-	**(8)**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sri Lanka	2 649	2 046	-	17	**4 712**	1 948	1 963	-	0	3 910	637	3 224	-	-	3 861	2 899	4 865	-	-	7 764
Thaïlande	-	(124)	-	-	**(124)**	-	101	-	173	273	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Viet Nam	8 630	181	-	(8)	**8 802**	9 682	158	-	5	9 846	182	12	-	-	194	-	-	-	-	-
Autres dépenses régionales	-	-	-	-	**-**	-	-	-	-	-	-	35 008	10 338	-	45 346	64	68 088	17 258	-	85 410
TOTAL POUR LA RÉGION	**100 803**	**370 183**	**5 317**	**4 089**	**480 392**	**79 514**	**252 092**	**3 517**	**3 546**	**338 669**	**81 033**	**469 351**	**13 308**	**2 027**	**565 719**	**66 370**	**360 182**	**21 724**	**6 040**	**454 316**
EUROPE ORIENTALE ET CEI																				
Albanie	-	(86)	-	-	**(86)**	-	1	-	-	**1**	-	1 589	-	-	**1 589**	-	2 378	-	-	**2 378**
Arménie	-	4 776	-	20	**4 796**	-	4 990	-	-	**4 990**	-	11 661	-	-	**11 661**	-	3 993	-	-	**3 993**
Azerbaïdjan	-	8 119	-	-	**8 119**	-	3 196	-	-	**3 196**	-	5 691	-	-	**5 691**	-	3 794	-	-	**3 794**
Géorgie	-	6 363	-	-	**6 363**	-	3 554	-	22	**3 575**	-	20 667	467	-	**21 134**	-	5 215	225	-	**5 440**
Macédoine, Rép. féd. de Yougoslavie	-	-	-	-	**-**	-	-	-	-	**-**	-	828	-	-	**828**	-	43	-	-	**43**
Fédération de Russie	-	238	-	-	**238**	-	7 399	-	-	**7 399**	-	12 389	-	-	**12 389**	-	13 843	-	261	**14 104**
Tadjikistan	-	9 652	-	1	**9 653**	-	9 295	-	5	**9 300**	-	37 623	-	-	**37 623**	-	40 098	10	-	**40 108**
Turkménistan	-	-	-	-	**-**	-	-	-	-	**-**	-	1 973	-	-	**1 973**	-	-	-	-	**-**
Yougoslavie, Rép. Féd. de	-	106 992	4 077	(1 010)	**110 059**	-	57 751	(184)	12	**57 579**	-	51 596	26	12 013	**63 635**	-	13 905	-	(126)	**13 779**
Autres dépenses régionales	-	-	(65)	-	**(65)**	-	-	(2 028)	-	**(2 028)**	-	9 639	-	-	**9 639**	-	3 149	-	-	**3 149**
TOTAL POUR LA RÉGION	**-**	**136 055**	**4 012**	**(989)**	**139 077**	**-**	**86 186**	**(2 212)**	**39**	**84 012**	**-**	**153 657**	**493**	**12 013**	**166 162**	**-**	**86 418**	**235**	**134**	**86 787**
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES																				
Bélize	-	-	-	-	**-**	-	44	-	-	**44**	-	203	-	-	**203**	-	3	-	-	**3**
Bolivie	4 994	-	-	1 295	**6 289**	5 834	-	-	33	**5 867**	5 648	354	-	-	**6 002**	5 178	125	-	-	**5 303**
Colombie	1 795	942	-	-	**2 737**	1 087	3 005	-	-	**4 092**	603	3 429	-	-	**4 032**	44	1 815	-	-	**1 859**
Cuba	4 262	757	-	445	**5 464**	2 283	14	-	5	**2 301**	2 806	162	-	-	**2 968**	2 031	212	-	-	**2 243**
République dominicaine	1 019	3 743	-	728	**5 491**	611	257	-	(1)	**866**	2 048	876	-	-	**2 924**	399	498	-	-	**897**

Annexe 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM[1] PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 1999-2002 *(en milliers de dollars)*

	1999					2000					2001					2002[2]				
	Dévelop-pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduc.[8]	Total	Dévelop-pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduc.[8]	Total	Dévelop-pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduc.[8]	Total	Dévelop-pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduc.[8]	Total
Équateur	3 086	3	-	-	**3 089**	2 450	47	-	75	**2 572**	2 122	154	-	-	**2 276**	2 099	32	-	-	**2 131**
El Salvador[5]	2 863	-	-	2 699	**5 562**	922	-	-	4	**925**	4 584	3 646	-	-	**8 230**	278	2 278	-	-	**2 556**
Guatemala[5]	4 413	53	-	(24)	**4 442**	3 095	1	-	24	**3 120**	1 848	413	-	-	**2 261**	1 437	4 265	-	-	**5 702**
Guyana	1 005	-	-	-	**1 005**	45	-	-	-	**45**	-	-	-	-	**-**	-	-	-	-	**-**
Haïti	3 370	(15)	-	347	**3 703**	5 496	(94)	-	(20)	**5 382**	5 166	-	-	-	**5 166**	5 208	-	-	-	**5 208**
Honduras[5]	2 570	217	-	2 202	**4 990**	694	131	-	(5)	**820**	2 456	4 823	-	-	**7 280**	1 647	2 517	-	-	**4 164**
Jamaïque	0	-	-	(1)	**(1)**	(7)	-	-	-	**(7)**	-	-	-	-	**-**	-	-	-	-	**-**
Nicaragua[5]	2 555	61 810	-	1 236	**65 600**	2 969	8 422	-	48	**11 438**	8 305	2 931	-	-	**11 236**	3 251	1 874	-	-	**5 125**
Panama	(5)	-	-	0	**(5)**	3	-	-	-	**3**	-	-	-	-	**-**	-	-	-	-	**-**
Pérou	6 067	-	-	3 349	**9 415**	4 103	-	-	(17)	**4 086**	2 980	433	-	-	**3 413**	4 744	11	-	-	**4 755**
Saint Kitts-et-Nevis	-	49	-	-	**49**	-	-	-	-	**-**	-	-	-	-	**-**	-	-	-	-	**-**
Venezuela	-	-	-	-	**-**	-	476	-	-	**476**	-	8	-	-	**8**	-	-	-	-	**-**
Autres dépenses régionales	-	-	-	-	**-**	-	-	-	-	**-**	-	1 158	-	-	**1 158**	92	216	-	-	**308**
TOTAL POUR LA RÉGION	**37 995**	**67 559**	**-**	**12 276**	**117 830**	**29 583**	**12 302**	**-**	**145**	**42 031**	**38 565**	**18 591**	**-**	**-**	**57 157**	**26 408**	**13 845**	**-**	**-**	**40 253**
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD																				
Algérie	-	2 161	-	572	**2 733**	-	3 162	-	38	**3 201**	-	6 706	-	-	**6 706**	-	7 499	-	-	**7 499**
Égypte	3 690	-	-	60	**3 749**	8 594	-	-	(5)	**8 589**	1 514	-	-	-	**1 514**	4 218	-	-	-	**4 218**
Iran	-	896	-	-	**896**	-	1 011	-	-	**1 011**	-	3 375	-	-	**3 375**	-	2 722	-	-	**2 722**
Iraq*	-	1 193	13 172	10 648	**25 013**	-	1 934	11 509	4 849	**18 292**	-	2 056	-	25 761	**27 817**	-	2 826	-	28 928	**31 754**
Jordanie	2 592	296	-	-	**2 889**	1 198	2 513	-	-	**3 711**	1 040	540	-	-	**1 579**	1 748	554	-	-	**2 302**
Maroc	2 617	-	-	-	**2 617**	2 245	-	-	2	**2 247**	2 045	-	-	-	**2 045**	1 338	-	-	-	**1 338**
Territoire palestinien	2 470	118	-	-	**2 588**	15	1 062	-	(4)	**1 074**	1 163	4 270	-	-	**5 433**	678	12 731	461	-	**13 870**
République arabe syrienne	5 854	452	-	0	**6 305**	4 473	1 408	-	-	**5 881**	2 407	14	-	-	**2 421**	1 075	993	-	-	**2 068**
Tunisie	8	-	-	-	**8**	-	-	-	-	**-**	-	-	-	-	**-**	-	-	-	-	**-**
Yémen	6 761	939	-	5	**7 705**	4 058	564	-	39	**4 661**	4 013	587	-	-	**4 600**	3 599	763	-	1 644	**6 006**
Autres dépenses régionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	40	-	-	-	40

Annexe 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM[1] PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 1999-2002 *(en milliers de dollars)*

	1999					2000					2001					2002[2]				
	Dévelop-pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduc.[8]	Total	Dévelop-pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduc.[8]	Total	Dévelop-pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduc.[8]	Total	Dévelop-pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduc.[8]	Total
TOTAL POUR LA RÉGION	23 993	6 055	13 172	11 284	54 504	20 584	11 654	11 509	4 920	48 667	12 182	17 549	-	25 761	55 491	12 696	28 088	461	30 571	71 817
ENSEMBLE DES RÉGIONS	246 449	1 089 295	34 147	55 369	1 425 259	184 966	920 310	25 856	19 705	1 150 837	231 059	1 421 103	32 238	45 772	1 730 173	194 550	1 282 791	36 597	38 609	1 552 547
AUTRE[9]	-	-	-	-	4 311	-	-	-	-	7 446	-	246	(54)	-	46 264	142	-	54	-	39 613
TOTAL GÉNÉRAL	246 449	1 089 295	34 147	55 369	1 429 570	184 966	920 310	25 856	19 705	1 158 283	231 059	1 421 350	32 184	45 772	1 776 438	194 692	1 282 791	36 651	38 609	1 592 160

1 À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

2 Chiffres provisoires.

De 1999 à 2000, les dépenses imputées au:

3 Rwanda couvrent également les dépenses de l'opération d'urgence des Grands Lacs africains au Burundi, au Congo, dans la République démocratique du Congo, en Tanzanie et en Ouganda.

4 Libéria couvrent également les dépenses de l'opération régionale Libéria pour les réfugiés en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée et en Sierra Leone.

5 Nicaragua couvrent également les dépenses de l'opération régionale d'urgence en El Salvador, au Guatemala et au Honduras.

6 Mali couvrent également les dépenses de l'intervention régionale de secours prolongé au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger.

7 Sénégal couvrent également les dépenses de l'intervention pour la sécheresse dans le Sahel, au Tchad, en Gambie, en Mauritanie et au Niger.

8 De 1999 à 2000, les dépenses au titre des Fonds fiduciaires comprennent les opérations bilatérales, les programmes des administrateurs auxiliaires et les autres fonds fiduciaires.

9 Les dépenses opérationnelles telles que le Fonds général, les coûts d'assurance et, depuis 2001, les Fonds fiduciaires, qui ne peuvent être ventilées par projet/opération.

Note: Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.

(*) Les chiffres soulignés représentent des fonds dans le cadre de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies relative à l'accord "pétrole contre nourriture".

- = dépenses nulles

0 = dépenses inférieures à 500 dollars E.-U.

Annexe 4 - Tableau 1: **VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM[1] POUR LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT ET LES OPÉRATIONS DE SECOURS PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 1999-2002** ***(en milliers de dollars)***

	1999			2000			2001			2002[2]		
	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant
ENSEMBLE DES BÉNÉFICIAIRES	**1 369 890**	**100,0**	**0,34**	**1 131 132**	**100,0**	**0,27**	**1 652 163**	**100,0**	**0,40**	**1 477 483**	**100,0**	**0,37**
PAR CATÉGORIE DE PAYS[3]												
Pays les moins avancés	707 265	51,6	1,11	626 605	55,4	0,98	922 763	55,9	1,48	932 312	63,1	1,50
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	1 184 914	86,5	0,32	986 573	87,2	0,26	1 434 180	86,8	0,40	1 227 544	83,1	0,34
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS												
Afrique subsaharienne	604 747	44,1	1,32	626 404	55,4	1,29	861 234	53,1	1,75	883 332	59,8	1,79
Asie	476 303	34,8	0,16	335 123	29,6	0,11	550 385	33,9	0,18	426 553	28,9	0,14
Europe orientale et CEI[4]	140 066	10,2	0,76	83 973	7,4	0,46	153 657	9,5	0,81	86 418	5,8	0,47
Amérique latine et Caraïbes	105 554	7,7	0,71	41 885	3,7	0,24	57 157	3,5	0,33	40 253	2,7	0,27
Moyen-Orient et Afrique du Nord	43 220	3,2	0,17	43 747	3,9	0,18	29 731	1,8	0,12	40 784	2,8	0,16

1 À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

2 Chiffres provisoires.

3 Classement réel pour chaque année.

4 Secours uniquement.

Annexe 4 - Tableau 2: **VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM[1] POUR LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 1999-2002** ***(en milliers de dollars)***

	1999			2000			2001			2002[2]		
	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant
ENSEMBLE DES BÉNÉFICIAIRES	**246 449**	**100,0**	**0,07**	**184 966**	**100,0**	**0,05**	**231 059**	**100,0**	**0,07**	**194 692**	**100,0**	**0,06**
PAR CATÉGORIE DE PAYS[3]												
Pays les moins avancés	121 333	49,2	0,19	79 501	43,0	0,12	146 303	63,3	0,28	128 687	66,1	0,24
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	218 181	88,5	0,06	165 905	89,7	0,04	215 533	93,1	0,07	186 352	95,7	0,06
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS												
Afrique subsaharienne	83 658	33,9	0,19	55 286	29,9	0,12	99 279	43,0	0,25	89 076	45,8	0,22
Asie	100 803	40,9	0,04	79 514	43,0	0,03	81 033	35,1	0,03	66 372	34,1	0,03
Amérique latine et Caraïbes	37 995	15,4	0,25	29 583	16,0	0,19	38 565	16,7	0,26	26 408	13,6	0,18
Moyen-Orient et Afrique du Nord	23 993	9,7	0,17	20 584	11,1	0,15	12 182	5,3	0,09	12 696	6,5	0,09

1 À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

2 Chiffres provisoires.

3 Classement réel pour chaque année.

Annexe 5 - Tableau 1: CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES POUR 2002 PAR DONATEUR
(en milliers de dollars)

	Développement	RAIU	CII	IPSR	Opérations spéciales	Autres[1]	Total
Banque africaine de développement		745					745
Algérie		10					10
Andorra	19	49				8	76
Angola						2	2
Australie	13 024	19 633		17 609		25	50 291
Autriche	1 295	984		1 031			3 310
Bangladesh	947						947
Belgique	433	3 510	132	3 942		270	8 288
Canada	22 606	15 996	1 863	3 416	2 770	1 221	47 874
Chine	1 250						1 250
Cuba		368		252			620
Danemark	23 399	9 715		3 749		3 185	40 047
République dominicaine				4			4
Égypte	200						200
Érythrée		35					35
Commission européenne		119 372		50 218	6 455	2 495	178 539
Îles Faroe		329					329
Finlande	7 943	7 581	490	1 130		303	17 447
France	1 368	1 859		10 392		470	14 089
Allemagne	20 968	26 419		11 101	712	1 106	60 306
Saint-Siège			10				10
Honduras	982						982
Hongrie						65	65
Islande		11					11
Inde	907	7 444					8 351
Irlande	1 025	6 204	462	2 398	92	179	10 360
Italie	9 882	22 817		2 897	269	2 066	37 930
Japon	8 149	47 890	400	35 616		565	92 620
Japon (ONG)				21			21
Japon (privé)		288		30			318
Jordanie	42						42
Kenya		12 140					12 140
Corée, République de	100	15 933				158	16 191
Latter Day Saint Charities		1 000					1 000
Luxembourg	393	2 046		491			2 930
Malaisie		100					100
Maroc	2						2
Népal				100			100
Pays-Bas		32 188	2 993	21 902	361	1 350	58 793
Nouvelle-Zélande	355	149		242			745
Nicaragua	3						3
Norvège	28 679	6 489	1 989	6 028	1 416	1 182	45 783
Oman		2 000					2 000
Fonds Opec	165						165
Panama	1						1
Pérou	7						7
Pologne		60		155			215
Dons privés[2]	114	316		99	18	130	678
Saint-Marin		8					8
Arabie saoudite	1 092	2 610		422			4 124
Singapour		20					20
Slovaquie	15						15
Slovénie						36	36
Afrique du Sud		43					43
Espagne		1 353		731		558	2 641
Sri Lanka	104						104
Suède		14 325	2 419	10 332	3 806	276	31 159
Suisse	2 095	10 109	1 236	8 007	1 378	1 330	24 155
Thaïlande		20					20
Groupe TNT (TPG)	99			10			109
Royaume-Uni	1 928	69 823	494	5 726	10 613	7 143	95 727
Nations Unies	74	371		377			822
États-Unis	65 761	584 292	50	270 126	9 204	555	929 988
Amis du PAM (États-Unis)	123	1 379		1 050	19		2 572
Total	**215 549**	**1 048 034**	**12 540**	**469 603**	**37 113**	**24 675**	**1 807 514**
Contributions bilatérales[3]						44 247	44 247

1 Comprend les programmes des administrateurs auxiliaires, les contributions spéciales et les contributions multilatérales non confirmées.
2 Les contributions de donateurs privés comprennent les contributions du secteur privé estimées à moins de 10 000 dollars.
3 Comprend les contributions destinées à l'Iraq au titre de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies relative à l'accord "pétrole contre nourriture".

Annexe 5 - Tableau 2: PRINCIPAUX DONATEURS[1] DU PAM PAR TYPE DE CONTRIBUTION EN 2002 *(en milliers de dollars)*

Classement	Total		Développement		RAIU		CII		IPSR		Opérations spéciales	
	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur
1	États-Unis	929 988	États-Unis	65 761	États-Unis	584 292	Pays-Bas	2 993	États-Unis	270 126	Royaume-Uni	10 613
2	Commission européenne	178 539	Norvège	28 679	Commission européenne	119 372	Suède	2 419	Commission européenne	50 218	États-Unis	9 204
3	Royaume-Uni	95 727	Danemark	23 399	Royaume-Uni	69 823	Norvège	1 989	Japon	35 616	Commission européenne	6 455
4	Japon	92 620	Canada	22 606	Japon	47 890	Canada	1 863	Pays-Bas	21 902	Suède	3 806
5	Allemagne	60 306	Allemagne	20 968	Pays-Bas	32 188	Suisse	1 236	Austalie	17 609	Canada	2 770
6	Pays-Bas	58 793	Australie	13 024	Allemagne	26 419			Allemagne	11 101	Norvège	1 416
7	Australie	50 291	Italie	9 882	Italie	22 817			France	10 392	Suisse	1 378
8	Canada	47 874	Japon	8 149	Australie	19 633			Suède	10 332		
9	Norvège	45 783	Finlande	7 943	Canada	15 996			Suisse	8 007		
10	Danemark	40 047	Suisse	2 095	Corée, Rép. de	15 933			Norvège	6 028		
11	Italie	37 930	Royaume-Uni	1 928	Suède	14 325			Royaume-Uni	5 726		
12	Suède	31 159	France	1 368	Kenya	12 140			Belgique	3 942		
13	Suisse	24 155	Autriche	1 295	Suisse	10 109			Danemark	3 749		
14	Finlande	17 447	Chine	1 250	Danemark	9 715			Canada	3 416		
15	Corée, Rép. de	16 191	Arabie saoudite	1 092	Finlande	7 581			Italie	2 897		
16	France	14 089	Irlande	1 025	Inde	7 444			Irlande	2 398		
17	Kenya	12 140			Norvège	6 489			Finlande	1 130		
18	Irlande	10 360			Irlande	6 204			Amis du PAM (États-Unis)	1 050		
19	Inde	8 351			Belgique	3 510			Autriche	1 031		
20	Belgique	8 288			Arabie saoudite	2 610						
21	Arabie saoudite	4 124			Luxembourg	2 046						
22	Autriche	3 310			Oman	2 000						
23	Luxembourg	2 930			France	1 859						
24	Espagne	2 641			Amis du PAM (États-Unis)	1 379						
25	Amis du PAM (États-Unis)	2 572			Espagne	1 353						
26	Oman	2 000			Latter Day Saint Charities	1 000						
27	Chine	1 250										
28	Latter Day Saint Charities	1 000										

1 Donateurs ayant apporté au total une contribution de plus de 1 million de dollars.

Conseil d'administration du PAM – 2002

États Membres

Algérie
Allemagne
Australie
Bangladesh
Cameroun
Canada
Chine
Cuba
Danemark
Égypte
El Salvador
Érythrée
États-Unis d'Amérique
Fédération de Russie
France
Haïti
Hongrie
Inde
Iran, République islamique d'
Iraq
Italie
Japon
Madagascar
Mali
Mauritanie
Mexique
Norvège
Pays-Bas
Pakistan
Pérou
République arabe syrienne
Roumanie
Royaume-Uni
Sierra Leone
Suisse
Swaziland

Membres du Conseil d'administration

S.E. M. Georges Ruphin, Madagascar
Président

S.E. M. Anthony Beattie, Royaume-Uni
Vice-Président

M. Govindan Nair, Inde
Membre

M. Víctor Hugo Morales Melendez, Mexique
Membre

M. János Kovács, Hongrie
(remplacé par M. Alexander Smirnov, Fédération de Russie, à partir du mois d'octobre)

Remerciements pour les photos - Couverture: Panos Pictures/Mikkel Ostergaard/Malawi; verso de la couverture: PAM/Alejandro Chicheri/Afghanistan; table des matières: PAM/Debbi Morello/Ouganda; page 3: Sipa Olympia publifoto/Gail Burton/États-Unis; page 4: PAM/Gia Chkhatarashvili/Géorgie; page 5: PAM/Q. Sakamaki/Angola; page 7: PAM/Debbi Morello/Ouganda; page 8: PAM/Gerald Bourke/Corée, RPD; page 9: PAM/Ramin Rafirasme/Sierra Leone; page 10: PAM/Sven Torfinn; page 11: PAM/Evelyn Hockstein/Polaris/Zambie; page 12: PAM/Alejandro Chicheri/Afghanistan; page 13: PAM/Jennifer Nolan/Côte d'Ivoire; page 14: PAM/Gerald Bourke/Corée, RPD; page 15: (a) PAM/Rein Skullerud/Italie; (b) Benetton/James Mollison; page 16: PAM/Tom Haskell/Kosovo; page 17: PAM/Ake Ericson/Suède; page 18: (a) PAM/Mike Huggins/Tadjikistan; (b) PAM/Peter Casier/Afghanistan; page 19: PAM/Evelyn Hockstein/Polaris/Éthiopie; page 21: PAM/Brenda Barton/Zambie; page23: PAM/Brenda Barton/Zambie; page 25: Sipa Olympia publifoto/Denis Farrell/Malawi; page 27: PAM/Richard Lee/Afrique du Sud; page 31: PAM/Andrew Thorne-Lyman; page 32: PAM/Rein Skullerud/PAM siège; troisième de couverture: PAM/Debbi Morello/Ouganda

In memoriam

À la mémoire des fonctionnaires

du Programme alimentaire mondial

qui ont perdu la vie

en 2002 au service des pauvres qui ont faim

Genesh Harichund, Afrique du Sud	8 août
Rabia Abdullah Al-Breifkany, Iraq	25 septembre

QU'ILS REPOSENT EN PAIX